

Département de la Haute-Savoie

## LE SAPPEY

Elaboration du PLU



## RAPPORT DE PRESENTATION

*Annexes : éléments de diagnostic*

Certifié conforme et vu pour être  
annexé à la délibération du Conseil  
Municipal en date du 09 / 05 / 2019,  
approuvant le PLU du SAPPEY.

Le Maire, Pierre GAL

**PIECE N°1**

## SOMMAIRE

1	PREAMBULE .....	3
2	LE TERRITOIRE DANS SON CONTEXTE GENERAL .....	5
3	LA POPULATION, LES LOGEMENTS ET LES EQUIPEMENTS .....	8
3.1	La population .....	8
3.2	Les logements .....	11
3.3	La population et les logements : prescriptions supra communales.....	15
3.4	Population et logements : les enjeux.....	16
4	LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET L'EMPLOI .....	17
4.1	Les emplois.....	17
4.2	Les établissements.....	18
4.3	La petite industrie et l'artisanat.....	19
4.4	Le tourisme.....	19
4.5	Commerces et services de proximité .....	19
4.6	Economie : Prescriptions supra-communales .....	20
4.7	Activités économiques et emplois : les enjeux .....	21
4.8	L'agriculture .....	21
4.8.1	L'emploi agricole : .....	21
4.8.2	Description des exploitations : .....	22
4.8.3	Pérennité des exploitations : .....	22
4.8.4	Une évolution du cadre agricole : .....	22
4.8.5	Un système de production spécialisé : .....	23
4.8.6	Une valorisation des productions : .....	23

4.8.7	Un espace sous pression.....	23
4.8.8	La circulation agricole :.....	24
4.8.9	Une maîtrise du foncier agricole exploité : .....	24
4.9	Agriculture : Prescriptions supra-communales.....	24
4.10	Agriculture : les enjeux .....	25
5	LE FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE .....	26
5.1	Déplacements / mobilité .....	26
5.1.1	Le réseau routier et les déplacements .....	27
5.1.2	Le stationnement : .....	30
5.1.3	Concernant la mobilité douce : .....	30
5.1.4	Concernant les transports collectifs :.....	30
5.1.5	L'intermodalité : .....	31
5.1.6	Déplacement / mobilité : les principales prescriptions supra communales .....	32
5.1.7	Fonctionnement du territoire : les enjeux .....	34
5.2	Les réseaux « secs ».....	36
5.2.1	LE RESEAU ELECTRIQUE .....	36
5.2.2	LES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES .....	36
5.2.3	LES PRESCRIPTIONS SUPRA-TERRITORIALES .....	38
5.2.4	Les réseaux « secs » : les enjeux .....	38
5.3	Les équipements .....	39
5.3.1	Une offre limitée en équipements « de proximité » :.....	39
5.3.2	Une offre intercommunautaire complémentaire, dont les habitants du SAPPEY peuvent bénéficier :.....	40
5.3.3	Equipements : les enjeux .....	40

# 1 PREAMBULE

## Les multiples dimensions du diagnostic...

**Sans diagnostic, pas de projet** : de la qualité du diagnostic dépend la qualité du débat et la possibilité pour les élus de construire et de justifier leurs choix.

**Une démarche contextuelle et globale**, évaluant le territoire dans ses multiples composants :

- Quantitatifs et statistiques : démographie, économie et emploi, fonctionnement (équipements, voirie, réseaux).
- Qualitatifs et spatiaux : cadre physique, paysage et perceptions, cadre bâti, milieux naturels, risques et nuisances...

**Les échelles d'évaluation : pour une vision plus élargie :**

- Dans le temps : observer et analyser les mutations anciennes et récentes pour mieux prévoir ou influencer sur les mutations à venir.
- Dans l'espace : intégrer les échelles les plus pertinentes (intercommunales, voire transfrontalières) pour l'analyse de certains thèmes (ex : emplois et logements).

**Vers une "expertise" du diagnostic, avec :**

- Le respect des principes de précaution et de rigueur méthodologique, comme composants essentiels d'une démarche qualitative.
- Des thèmes abordés de plus en plus complexes et pointus, nécessitant le recours à des techniciens spécialisés.

Pour être "utile", **le diagnostic s'est voulu à la fois pédagogique, partagé et "approprié"** :

- Objectif et réaliste, mais respectant une certaine neutralité dans l'analyse des différents besoins et intérêts en présence (et donc des enjeux).

- Compréhensible par tous, permettant aux acteurs de la concertation, et notamment aux habitants d'avoir un même niveau de référence, de partager cette connaissance du territoire.
- Ayant constitué un véritable socle de la concertation, objet de présentations, de communication et de débats.
- Et qui a débouché sur une vision commune des perspectives d'avenir et des enjeux, qui ont inspiré les choix d'aménagement et de développement durable.

**Un diagnostic... pour une nécessaire connaissance des enjeux de l'État et des diverses contraintes juridiques** à prendre en compte.

**Pour répondre aux dispositions du Code de l'Urbanisme** (article L.151-4 du CU) prévoyant que :

- "Les Plans Locaux d'Urbanisme exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'agriculture, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de commerce, de transports, d'équipements et de services".

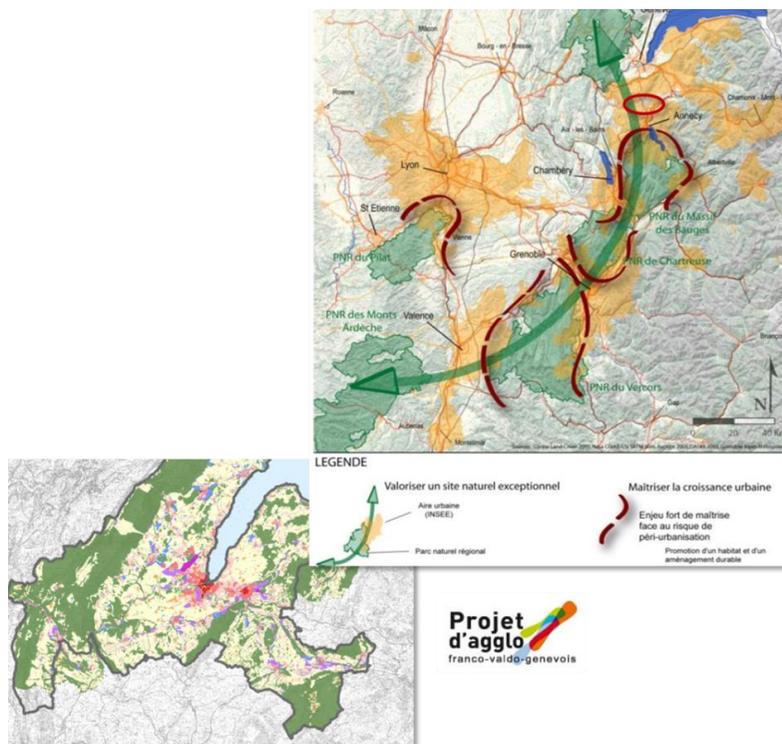
**Le Rapport de Présentation** explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, et le règlement :

- Il s'appuie sur le diagnostic.
- Désormais, il doit aussi présenter « une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ».
- Il justifie les objectifs compris dans le PADD au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le SCOT et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

## 2 LE TERRITOIRE DANS SON CONTEXTE GENERAL

### ► UN BASSIN DE VIE EXCEPTIONNEL...

- Une région attractive et dynamique, à proximité de deux pôles économiques (Annecy au Sud et Genève au Nord).
- ...aux portes de l'Agglomération transfrontalière Franco-Valdo-Genevoise.
- ...un bassin de vie constitué de 2 pays : la France et la Suisse, de 2 cantons suisses : Genève et Vaud et de 2 départements français : l'Ain et la Haute-Savoie.



### ► UN TERRITOIRE QUI S'ORGANISE...

Le projet de Directive Territoriale d'Aménagement et de Développement Durable (DTADD) des Alpes du Nord (non approuvé à ce jour) fixe sur le territoire des Alpes du Nord et du Sillon Alpin les orientations stratégiques de l'état, traduites dans les objectifs suivants :

- Structurer le territoire multipolaire des Alpes du Nord autour du Sillon Alpin.
- Préserver et valoriser les espaces naturels et ruraux et les ressources.
- Promouvoir un tourisme respectueux de l'environnement.
- Garantir un système de transport durable dans les Alpes du Nord.

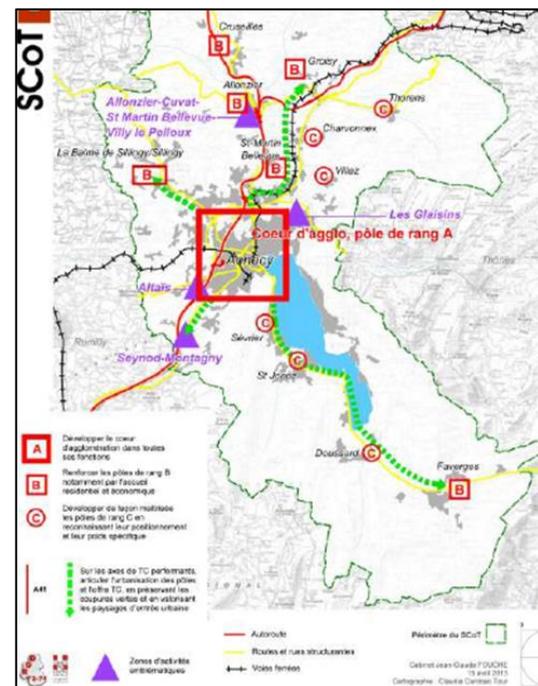
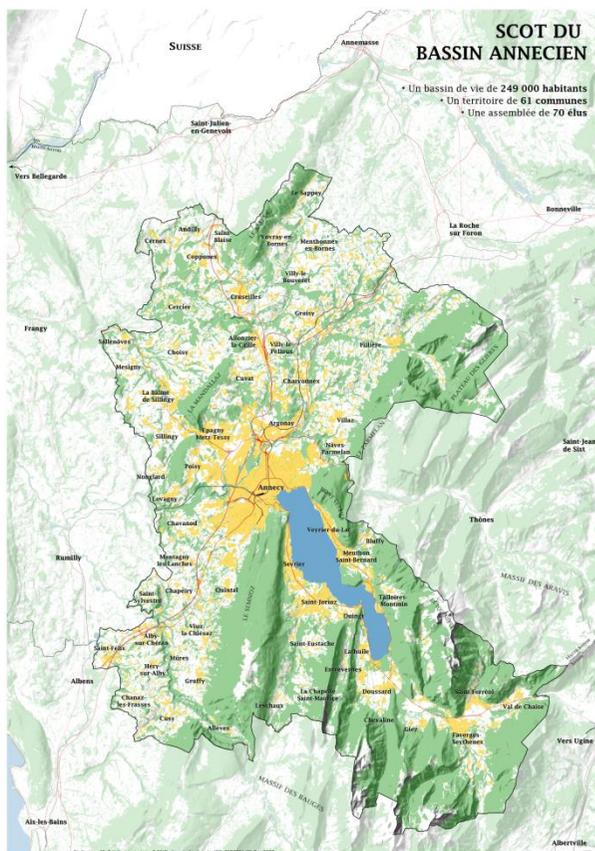


Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Bassin Annécien a été approuvé le 26 février 2014. Issus de la loi « SRU », les SCOT constituent :

- Un cadre de cohérence et référence pour les différentes politiques menées sur un territoire, sur les thèmes de l'habitat, des déplacements, des équipements commerciaux, de l'environnement et de l'organisation de l'espace...
- ...qui doit en outre contribuer à la cohérence entre les PLU des communes du secteur.
- Le futur PLU du SAPPEY aura une obligation de compatibilité avec ce SCOT.

**Ce que dit le SCOT du Bassin Annécien :**

- La CCPC doit permettre l'accueil d'environ 1.750 logements, à l'échéance de 20 années.
- Le SAPPEY est identifiée, comme étant une commune de rang D.
- Pour la consommation foncière à vocation d'habitat, de voirie et d'équipements, le DOO du SCOT précise que l'urbanisation future :
  - ne peut excéder 48 ha (à répartir entre les communes d'Andilly, Cercier, Cuvat, Cernex, Copponex, Le Sappey, Menthonnex en Bornes, Saint-Blaise, Villy-le-Bouveret, Villy-le-Pelloux et Vovray-en-Bornes),
  - doit avoir une densité moyenne d'environ 20 log./ha dans les nouvelles opérations,
- Attribue au SAPPEY une enveloppe foncière de 2 ha pour développer une zone d'activité locale.



La Communauté de Communes du Pays de Cruseilles (CCPC, exerce les compétences suivantes :

- Au titre des compétences obligatoires :
  - Aménagement de l'espace.
  - Développement économique.
- Au titre des compétences optionnelles :
  - Protection et mise en valeur de l'environnement (assainissement, eau potable, eau fluviale, déchets).
  - Politique du logement et du cadre de vie.
  - Voirie communautaire.
  - Construction, entretien et fonctionnement des équipements culturels, sportifs et de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (scolaire, culturel, sportif).
  - Autres compétences.
- À travers l'expression du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Projet de Territoire du "Pays de Cruseilles", la commune du SAPPEY se positionne comme un "village rural" qu'il convient de soutenir comme lieu de vie.
- À ce titre, la croissance démographique et la densification de l'habitat, ainsi que le niveau de services et d'équipements doivent être développés et maîtrisés, en adéquation avec les besoins et le rôle futur du SAPPEY, au sein de ce territoire.
- L'activité économique doit être confortée, également en corollaire en termes d'emplois pour atténuer la dépendance croissante envers Annecy et Genève et les déplacements induits.
- Notamment, l'activité agricole dans sa dimension touristique est à conforter et pérenniser, afin d'être porteuse d'un développement économique équilibré sur le territoire communal.

**AXE I - Construire un territoire de vie.**  
Structurer le pays de Cruseilles autour d'une configuration urbaine durable. Equilibrer l'urbanisation entre renouvellement et extension. Compléter l'offre d'équipements structurants de la communauté de communes.  
Construire un maillage hiérarchisé de lieux de vie "habités" et animés :

- Trois aires géo-économiques influentes
- Conforter le bourg de Cruseilles dans son rôle de chef-lieu et le village d'Allonzier dans son rôle de pôle structurant
- Conforter et organiser les pôles secondaires
- Soutenir un réseau de villages ruraux comme lieux de vie

**AXE II - Préserver une qualité et un cadre de vie.**  
Organiser la préservation et la valorisation des espaces naturels du pays de Cruseilles :

- Couverture boisée significative à préserver et valoriser
- Réseau hydrographique à protéger
- Massifs montagneux

Maintenir la pérennité de l'activité agricole sur le territoire par la préservation des unités foncières agricoles et la maîtrise des franges de l'urbanisation. Maîtriser les espaces agricoles, sous influence urbaine :

- Espaces à dominante agricole
- Espaces sous influence urbaine

Valoriser le patrimoine historique emblématique :

- Les Ponts de la calles

**AXE III - Concevoir un projet économique à l'échelle du territoire.**  
Organiser la complémentarité de services, commerces, modes de déplacement autour d'une configuration urbaine structurée :

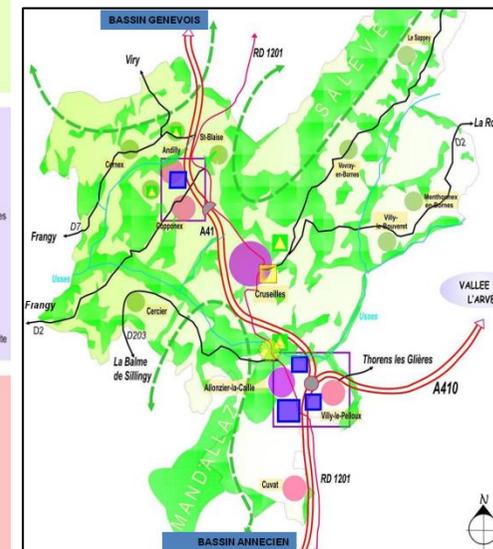
- Conforter et moderniser l'appareil commercial du centre bourg de Cruseilles
- Pérenniser et favoriser le commerce de proximité et l'activité artisanale dans les pôles secondaires et le réseau de villages
- Valoriser les sites et l'équipement touristiques majeurs

Renforcer le positionnement et l'attractivité économique du territoire :

- Parcs d'activités économiques
- Cohérence intercommunale à assurer à terme pour l'aménagement et le développement global du site

**AXE IV - Rendre le territoire plus accessible.**  
Mettre en cohérence les besoins en déplacement et le développement urbain. Tendre vers un système global permettant de se déplacer mieux et différemment. Préserver l'environnement et réduire les nuisances :

- RD 1201
- R.D. Structurantes
- A41 nord (mise en service prévu fin 2008), A410
- Echangeur de Villy-le-Pelloux
- Demi échangeur de Croconex



### 3 LA POPULATION, LES LOGEMENTS ET LES EQUIPEMENTS

#### 3.1 La population

Sauf indications contraires, les données sont issues du recensement INSEE de la population millésimé 2012, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup>.01.2015 et révélant une situation au 1<sup>er</sup>.01.2012.

▪ **Une croissance démographique qui décélère :**

- Une population recensée de 370 habitants en 2012 et 383 en 2013.
- Un taux de croissance démographique ralenti après une période de forte croissance :

  - une population qui double sur la période 1982-2007 et progresse plus modestement depuis.

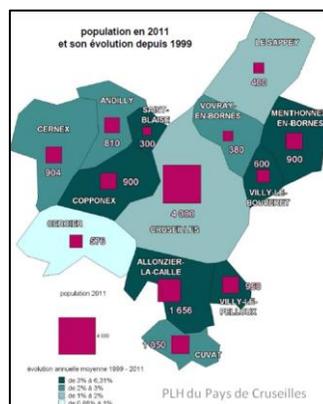
- Un taux de croissance annuel moyen modeste :

  - + 3,2 % / an, soit + 8 habitants /an, sur la période 1982-2007,
  - + 0,3 % / an, soit + 6 habitants / an, sur la période 2007-2013,
  - Globalement plus faible que celui du département (+1,4 % /an).



▪ **Des projections de croissance maintenues à l'échéance du PLU :**

- Compte-tenu des éléments de cadrage imposés par le SCOT en matière de croissance démographique, il advient d'envisager une hypothèse de croissance modérée pour les 20 prochaines années.



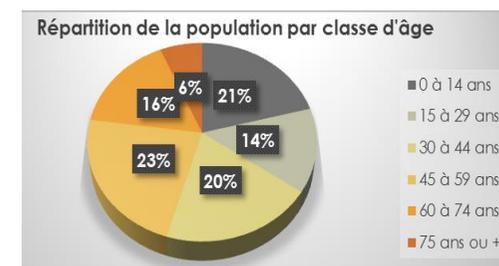
**Une croissance démographique portée par un solde naturel croissant :**

- Entre 1982 et 2007, le ralentissement de la croissance démographique est imputable à un solde migratoire devenu récemment négatif, compensé par le solde naturel qui dynamise la croissance démographique.
- En 2012, le solde naturel (+0.7%) permet de compenser partiellement un déficit migratoire (-1.1%) qui pénalise la croissance démographique (-0.4%).
- Une croissance démographique inférieure aux tendances départementales, régionales (respectivement 1,4% et 0,8%) ainsi qu'à la moyenne observée sur la CCPC (0.8%).
- Un solde naturel croissant associé à un taux de natalité qui se maintient (de 11 ‰ entre 1999-2007 à 10,7 ‰ entre 2007-2012), traduit l'arrivée de jeunes ménages avec enfants.



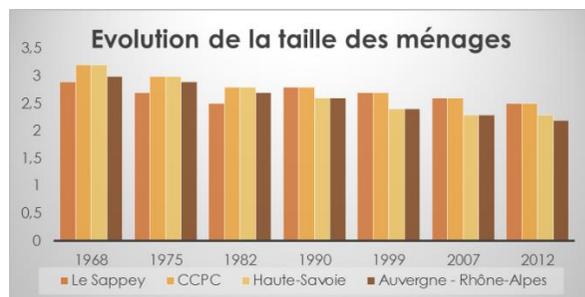
▪ **Une population plus jeune que la moyenne départementale :**

- Les moins de 44 ans représentent près de 55% de la population communale (en 2012), contre 60% du département.
- De plus, l'indice de jeunesse (correspondant au rapport des - de 20 ans au + de 60 ans), du SAPPEY (1,14) est inférieur à ceux de la CCPC (1,81) et du département (1,23), mais supérieur à celui de la région Auvergne-Rhône-Alpes(1,04).



▪ **Une taille des ménages en baisse, mais qui reste élevée :**

- La taille moyenne des ménages est passée de 2,9 personnes en 1968, à 2,5 en 2012 (conforme aux tendances observées à l'échelle de la CCPC). Elle demeure supérieure aux tailles des ménages observées à l'échelle du département et de la région (respectivement 2,3 et 2,2).



▪ **Des ménages d'une seule personne, en légère diminution :**

- Entre 2007 et 2012, la part des ménages composés d'une seule personne est toujours dominante pour les 80 ans et plus, qui rattrapent celles des 65 à 79 ans.
- La proportion d'adultes (entre 25 et 39 ans) vivant seuls progresse également fortement.
- Ces phénomènes sont généraux et dû à la décohabitation et au vieillissement.

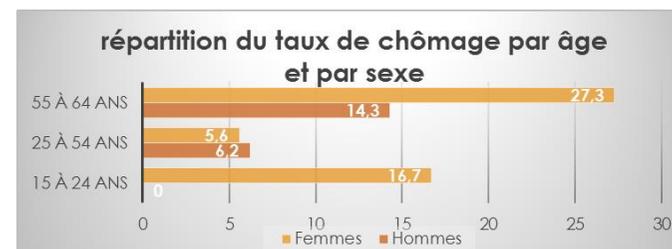


▪ **Une population active<sup>1</sup> équivalente à la moyenne du département et supérieure à celle de la région :**

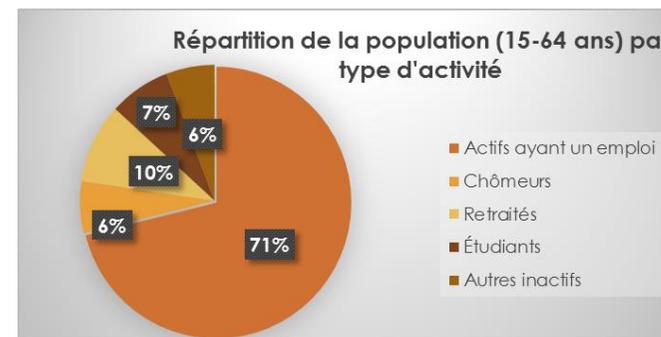
- En 2012, la commune comptait 242 actifs ayant un emploi (soit 77,4% de la population active), contre 248 en 2007 (soit 72,3% de la population active).

▪ **Un taux de chômage bas, qui progresse légèrement :**

- La commune dénombre 15 chômeurs (au sens du recensement) en 2012.



- La part des chômeurs (parmi les 15-64 ans) était de 8% en 2012, contre 6,1% en 2007 et demeure supérieure aux moyennes intercommunales (6,6%) et inférieure aux moyennes départementales (9,4%) et régionales (11,3%).



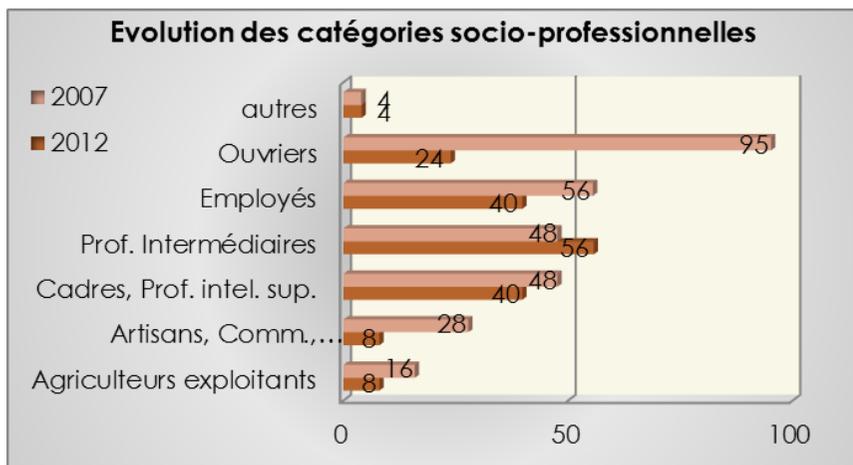
<sup>1</sup> Population active : somme des actifs ayant un emploi et des chômeurs / Population inactive : retraités, élèves, étudiants, stagiaires non rémunérés, autres inactifs.

▪ **Retraités :**

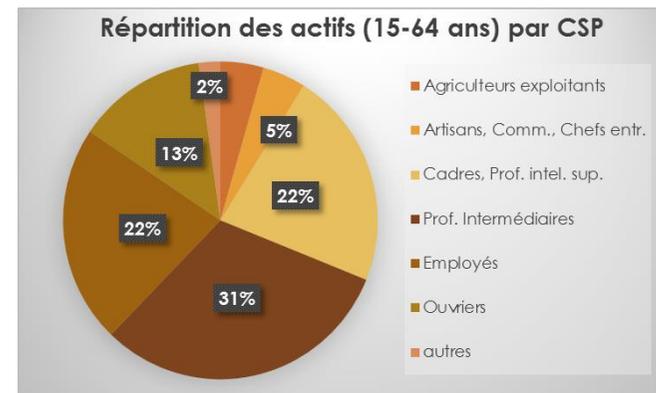
- La proportion des 60 ans et plus est passée de 18,5% en 2007 à 22,9% en 2012.
- La proportion de retraités ou préretraités, parmi la population en âge d'être active, augmente : de 7,6% en 2007 à 9,5% en 2012.
- A titre de comparaison, en 2012 leur proportion, à l'échelle de la CCPC est de 5,4%, de 6,7% à celle du département et de 8% à celle de la région.

▪ **Une large représentation des Catégories Socioprofessionnelles (CSP) moyennes et supérieures.**

- Une croissance modérée des CSP "professions intermédiaires" passant de 48 actifs en 2007 à 56 en 2012.
- Parallèlement, on note une forte diminution du nombre d'ouvriers et d'artisans, commerçants et chefs d'entreprises, qui passent respectivement de 32% à 13% et de 9,5% à 4,5% des actifs de + de 15 ans entre 2007 et 2012.



- Les CSP "majoritaires" en 2012 sont les "professions intermédiaires" et les "employés", dont les parts sont respectivement de 31% et de 22% des actifs de + de 15 ans.



En corollaire :

- la population « diplômée » croît depuis 2007 (en 2012, 42,2% de la population a un niveau d'étude supérieur au BAC, dont 8,3% un diplôme de cycle long,
- un niveau de revenu médian par "unité de consommation"<sup>2</sup> (27.890 € / an) légèrement inférieur à celui observé à l'échelle de la CCPC (30.128) mais supérieur aux tendances départementales et régionales (respectivement 23.568 et 20.340).

<sup>2</sup> *Unité de consommation (UC) : Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes.*

*L'échelle actuellement la plus utilisée retient la pondération suivante :*

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

## 3.2 Les logements

### ▪ Une croissance continue du parc de logements :

- Un parc en augmentation constante (+17 logements entre 2007 et 2012), pour atteindre 230 logements.
- En corollaire de la croissance démographique, un rythme de croissance du parc de logements qui progresse régulièrement : + 1,5 % de moyenne annuelle entre 2007 et 2012.



### ▪ L'hypothèse de croissance retenue par le DOO du SCOT est de 30.400 nouveaux logements sur le Bassin Annécien d'ici à 2030, dont 850 à répartir entre les 11 communes de rang D de la CCPC :

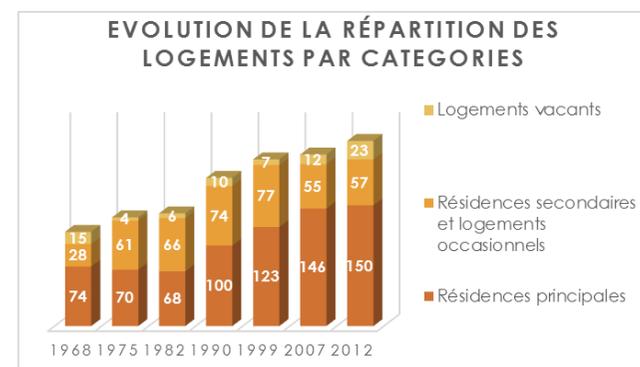
- Soit, au prorata du poids démographique de ces communes, une estimation de 40 à 45 logements supplémentaires à l'horizon 2035 pour la commune,
- Qui portera le nombre de logements total à environ 270<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Une réflexion au sein de la CCPC est actuellement menée pour déterminer les modalités de répartition. Les présentes données seront actualisées au regard des conclusions de cette réflexion. Dans l'attente la règle suivante, telle que préconisée par le SCOT a été appliquée : en l'absence d'accord, la répartition s'effectue au prorata du poids démographique des communes.

### ▪ Une part modeste de résidences principales :

- 65% du parc de logements (150 RP, à l'échelle communale) contre 86% à l'échelle de la CCPC en 2012.

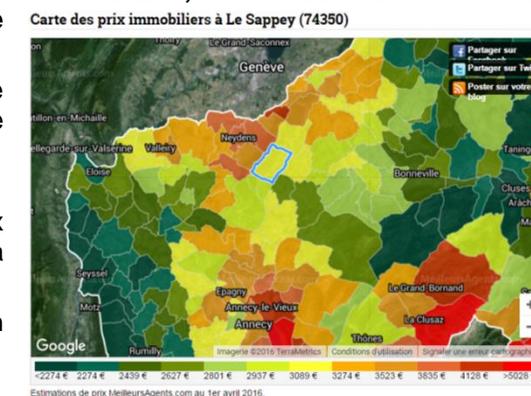
### ▪ Un taux de vacance croissant : le nombre de logements vacants est passé de 12 en 2007 à 23 en 2012 (soit environ 10% des logements).



### ▪ Les résidences secondaires et les logements occasionnels représentent environ 25% du parc de logements.

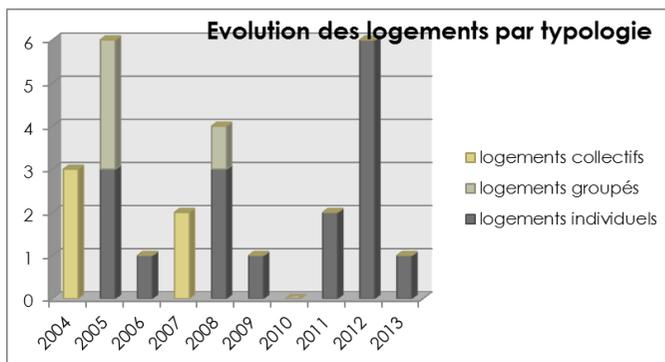
### ▪ Un coût du logement "intermédiaire", contribuant à l'attractivité continue de la commune :

- Plus accessible que celui des communes de l'agglomération annécienne,
- au 1<sup>er</sup> avril 2016, prix moyen du logement (à l'achat) au SAPPEY :
  - pour un appartement : 3.498 €/m<sup>2</sup>.
  - pour une maison : 3.080 €/m<sup>2</sup>.



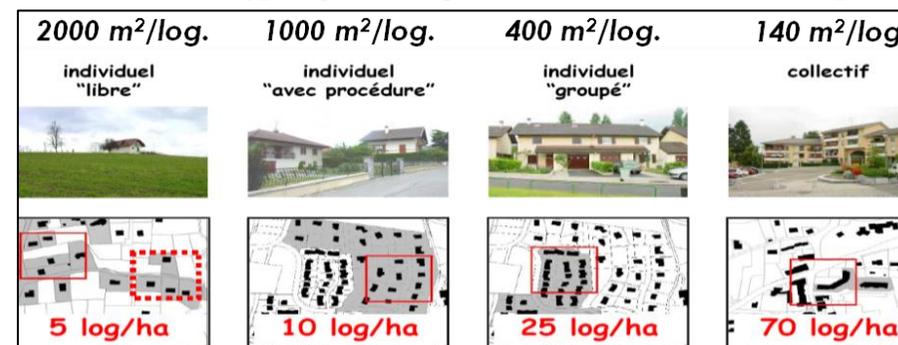
▪ **Des logements collectifs encore nettement minoritaires :**

- L'habitat collectif représente en 2012 près de 5 % du parc de logement, A titre comparatif, à l'échelle de la CCPC, il représente près de 32% des logements.
- Les récentes opérations (les logements collectifs sont passés de 20 à 37 entre 2007 et 2012), ne suffisent pas à modifier la morphologie urbaine de la commune qui conserve ses caractéristiques rurales où l'habitat individuel représente la grande majorité du parc de logement.



- Précisons d'ores et déjà qu'outre la mixité sociale, l'habitat collectif permet une moindre consommation d'espace.
- Il conviendra de rééquilibrer le rapport entre habitat individuel et habitat collectif. Le DOO du SCOT précise en effet que le niveau de densité devra être optimisé, adapté aux situations locales (notamment, au sein des OAP), contribuant ainsi à la diversification des logements. La densité moyenne dans les nouvelles opérations de logements doit être de 20 logt / ha.

▪ **Relation entre typologies de logements et consommation d'espace :**



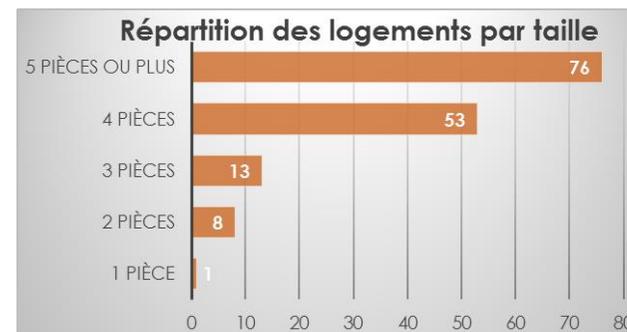
Les formes du développement résidentiel en Haute-Savoie – DDT 74

▪ **La proportion de propriétaires de leur résidence principale est en légère diminution :**

- Avec un taux de 83,4% en 2012, il reste nettement supérieur à la moyenne du département (60,5%).

▪ **Une prédominance des logements de grande taille, peu impactée par les quelques opérations de création de logements collectifs :**

- Entre 2007 et 2012, la part des logements comprenant 4 pièces et plus s'est maintenue et reste majoritaire au sein du parc des résidences principales (88,4% en 2007, 85,4% en 2012).
- A titre de comparaison, à l'échelle de la CCPC, la proportion de grands logements est de 70,5%.



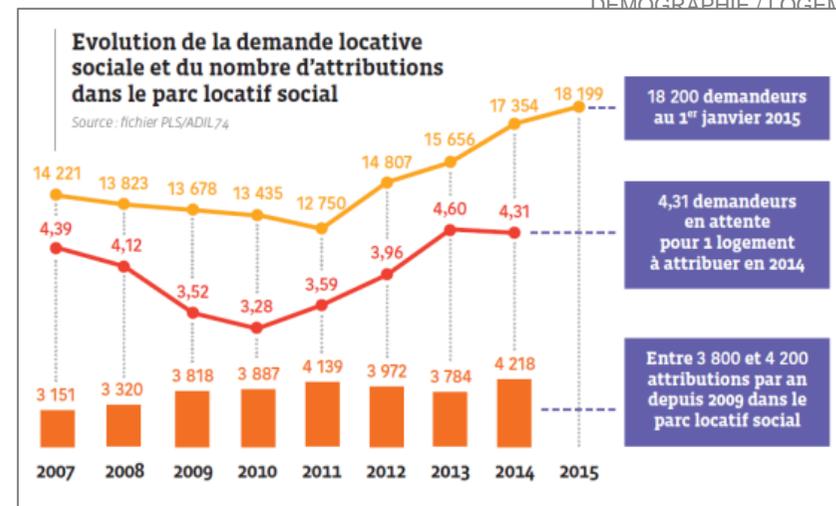
▪ **Un parc de logements relativement ancien :**

- Environ ¼ du parc de RP a moins de 20 ans, soit 40 logements construits entre 1991 et 2009.
- En 2012, l'INSEE dénombrait 55 RP construites avant 1946 (soit plus du tiers du parc des RP).

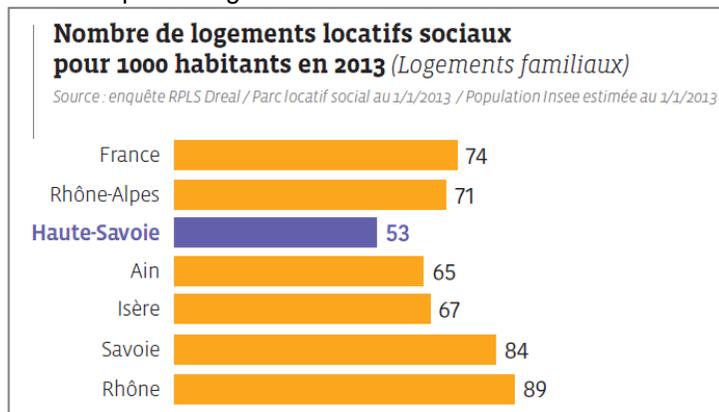
▪ **Etude des besoins en logements 2015-2020, à l'échelle départementale (Préfecture de la Haute-Savoie – Amallia – Géodes) :**

Au regard de son dynamisme économique et de son peuplement, la Haute-Savoie accuse un retard encore important au niveau de son parc locatif social :

- Le parc locatif aidé demeure en retrait par rapport aux moyennes régionales ou nationales et insuffisant au regard du niveau de la demande locative sociale.
- Depuis 2011 le nombre de demandes progresse très fortement : +40% de 2011 à début 2015.
- La pression de la demande locative sociale demeure élevée.
- En 2014, malgré une production en hausse, il reste en moyenne 4 demandeurs pour 1 logement locatif aidé à attribuer.



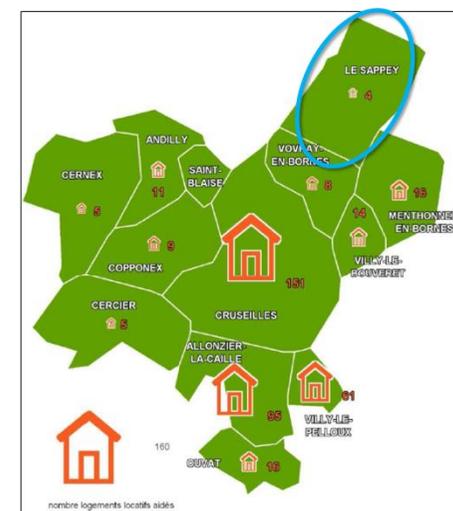
Source : AMALLIA



Source : AMALLIA

▪ **Une part de logements aidés en progression :**

- La commune n'est pas soumise à l'article 55 de la loi SRU qui impose de disposer d'au moins 20% de logements locatifs sociaux par rapport à leur parc de résidences principales.
- Néanmoins, fin 2012, LE SAPPEY dispose de 4 logements locatifs aidés, soit 6,3% du parc de RP environ (d'après diagnostic du PLH).



Source : PLH du Pays de Cruseilles

**Les perspectives d'évolution :**

- Au vu de l'offre actuelle en logements sociaux et de la demande (en 2011, 3 demandes étaient en attente d'attribution d'un logement sur la commune) exprimée à l'échelle de la commune et communautaire, le PLH préconise la production de 2 logements sur la commune du SAPPEY.
- Le PLH ne recense pas de projet spécifique sur la commune et identifie un secteur à enjeux pour la production de petits collectifs, sur du foncier privé.

LE SAPPEY



### 3.3 La population et les logements : prescriptions supra communales

#### ▪ Le DOO du SCOT du Bassin Annécien :

- Une consommation foncière pour les besoins du logement de 48 ha<sup>(1)</sup> à répartir entre les 11 communes de rang D de la CCPC, soit pour la commune du SAPPEY, **environ 2,3 ha**<sup>(2)</sup>.
- Production de logements pour les 20 prochaines années : 850 nouveaux logements à répartir entre les communes de rang D de la CCPC, soit pour la commune du SAPPEY **entre 40 et 45 nouveaux logements**<sup>(2)</sup>.

communes de rang D au sein de la CCPC	RP INSEE 2014	répartition poids démographique	répartition du besoin en logements	consommation foncière préconisée en ha	nbre logements estimés - base 20 log/ha
Andilly	830	10%	85	4,79	96
Cercier	646	8%	66	3,73	75
Cuvat	1125	14%	115	6,49	130
Cernex	965	12%	99	5,57	111
Copponex	1022	12%	104	5,90	118
<b>Le Sappey</b>	<b>395</b>	<b>5%</b>	<b>40</b>	<b>2,28</b>	<b>46</b>
Menthonnex en Bornes	1074	13%	110	6,20	124
Saint-Blaise	353	4%	36	2,04	41
Villy le Bouveret	606	7%	62	3,50	70
Villy le Pelloux	877	11%	90	5,06	101
Vovray en Bornes	423	5%	43	2,44	49
<b>TOTAL</b>	<b>8316</b>	<b>100%</b>	<b>850</b>	<b>48</b>	<b>960</b>

(1) Pour la consommation en ha, sont pris en compte : les emprises des constructions (habitation et petits équipements de proximité quand ils sont intégrés à des bâtiments d'habitation), de la voirie dédiée, des stationnements, des espaces verts dédiés à l'opération et des espaces aménagés.

(2) Rappel : l'échéance du PLU n'est pas celle du SCOT. En absence d'accord entre les communes, la répartition se fait au prorata de la population. Une prochaine réunion au sein de la CCPC aura pour objectif de déterminer les modalités de répartition. Les présentes données seront actualisées au regard des conclusions de cette rencontre.

- Identification d'1 ou 2 sites qui accueilleront 90% de la croissance urbaine.
- Densité moyenne globale de l'ensemble des nouvelles opérations de logements : 20 log. / ha (ce qui n'exclut pas des densités inférieures ou supérieures pour chaque opération).
- Production de logements locatifs aidés : en moyenne 25% de la SDP des nouvelles opérations de logements collectifs.
- Part des maisons individuelles "pures" : maximum 35% des logements produits.
- Définir dans les PLU des objectifs de sortie de vacance si le parc de logements vacant est supérieur à 6% (et > 20 logements).
- Poursuivre ou engager des politiques de réhabilitation de l'ensemble du parc de logements privé ou public datant d'avant 1975, en prenant en compte les enjeux environnementaux et sociaux.

#### ▪ Les orientations du PLH de la CCPC (2013-2018) :

- Développer une offre en logements plus diversifiée et plus accessible :
    - Développer une offre en locatif social : objectif de production de 310 logements socialement aidés répartis sur les 13 communes de la CCPC pour la période 2013 – 2018, dont 2 sur la commune du SAPPEY.
    - Développer une offre en accession sociale (pas d'objectif quantitatif fixé par le PLH).
  - Apporter des réponses pour les publics spécifiques :
    - "Jeunes" (production de logements type 2 et 3, étude du potentiel de colocation intergénérationnel, logements temporaires).
    - Personnes âgées autonomes et dépendantes.
- #### ▪ Le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage (janvier 2012) :
- Sur la CCPC : réalisation de 14 places en aire d'accueil, ou 8 places en terrains familiaux ou 4 places en habitats adaptés.

### 3.4 Population et logements : les enjeux

#### **Une attractivité continue de la commune qui s'est traduite jusqu'à présent par un dynamisme démographique porteur d'équilibres :**

- La structure de la population : jeune, active et diversifiée socialement, est le résultat de l'apport migratoire récent d'une population familiale en accompagnement de la production d'un parc de logements qui tend à se diversifier.
- La mixité sociale et générationnelle : un capital précieux pour le dynamisme et l'animation de la commune, à pérenniser, dans le contexte du "ralentissement" amorcé de l'apport démographique et compte-tenu :
  - des limites de croissance imposées par le SCOT du bassin annécien (en termes de production de logements, consommation d'espace, mais aussi, protection des espaces agricoles et naturels),
  - des termes de la loi ENE (Engagement National pour l'Environnement), au regard des objectifs fixés en matière de limitation de la consommation d'espaces, dans le contexte d'un territoire où s'exercent d'autres enjeux (économiques, environnementaux, agricoles, paysagers...).

#### **Une croissance future à encadrer : quantitativement, qualitativement et spatialement :**

- **Quelle perspective d'évolution démographique à échéance du PLU ?**
- **Mais surtout quels types de logements ?**
  - Pour pérenniser une mixité sociale et générationnelle : un parc de logement qui permette le renouvellement régulier de la population (en s'appuyant moins sur l'apport migratoire),
  - Pour garantir le maintien des équilibres du territoire (économie de l'espace, paysagers, agricoles...),
  - Mais aussi pour respecter les objectifs fixés (par la loi ENE) en matière d'impact environnemental (performance énergétique, gestion des eaux pluviales...).
- **Quelle répartition spatiale ? pour un bon fonctionnement (notamment en termes de transports et de proximité des services), le maintien des qualités du paysage et le renforcement du chef-lieu, comme pôle de vie ?**

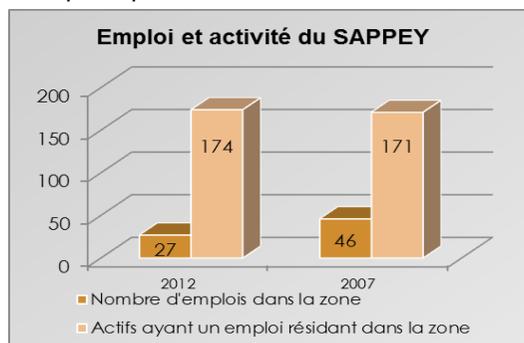
## 4 LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET L'EMPLOI

### 4.1 Les emplois

Sauf indications contraires, les données sont issues du recensement INSEE de la population millésimé 2012, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup>.01.2015 et révélant une situation au 1<sup>er</sup>.01.2012.

#### ▪ Une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour les actifs du SAPPEY :

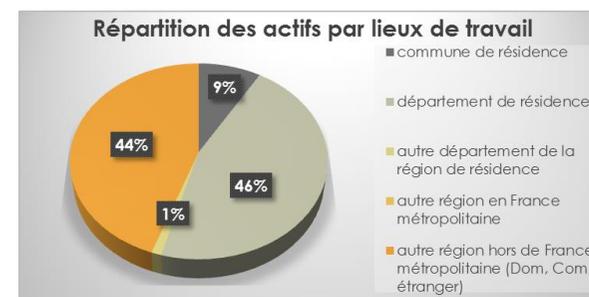
- Un nombre d'emploi sur la commune en diminution : de 46 en 2007 à 27 en 2012,
- ... associé à un maintien du nombre d'actifs de la commune, qui amplifie la dépendance de la commune envers les bassins d'emplois voisins,
- En corollaire, une concentration de l'emploi qui régresse fortement : en 2007 23 actifs de la commune y travaillaient alors qu'en 2012, ils ne sont plus que 15.



- En 2012, sur les 174 actifs de la commune, 8,6% d'entre eux travaillent dans leur commune de résidence.
- Sur les 159 actifs travaillant dans une autre commune, 78 travaillent à l'étranger (soit près de la moitié des actifs de la commune).

#### ▪ ...qui explique des déplacements "pendulaires" importants majoritairement automobiles :

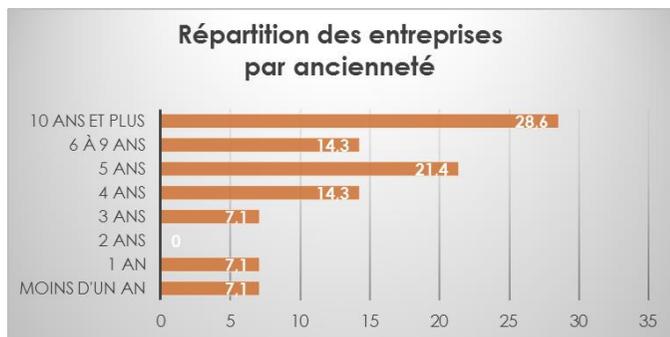
- En 2012, 81% des ménages avaient au moins 2 voitures.
- 90% des actifs ayant un emploi utilisent leur véhicule individuel pour les déplacements domicile / travail, contre seulement 5,1% les transports en commun ou la marche à pied.
- La proximité de la Liane (Liaison autoroutière Annecy Nord Express, reliant Annecy à Genève) et de ses échangeurs autoroutiers favorisent les déplacements domicile / travail autant vers Annecy que vers la Suisse.



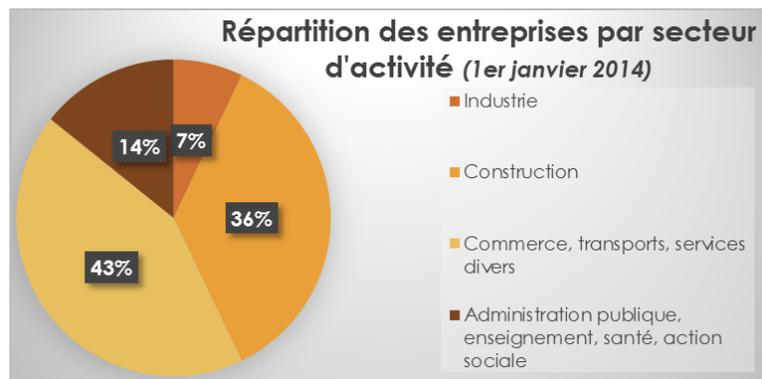
## 4.2 Les établissements

- **Une activité économique viable et créatrice, porteuse de dynamisme pour la commune :**

- 14 entreprises en activité au 1<sup>er</sup> janvier 2014, composée d'anciennes entreprises implantées dans le tissu économique local et auxquelles s'ajoutent de nouveaux établissements créés récemment (6 en 2014).



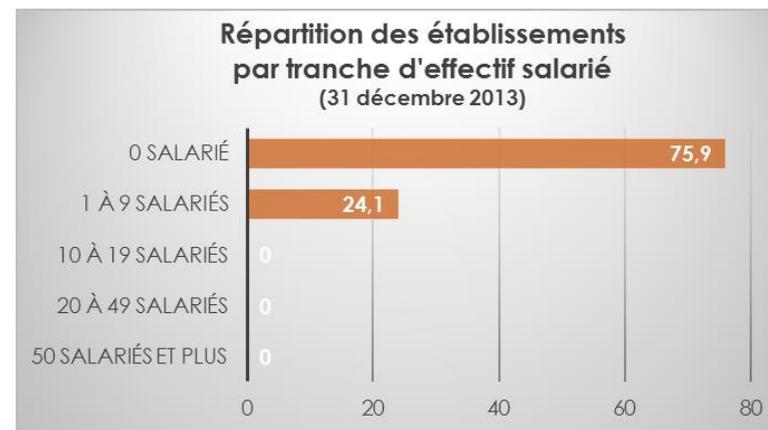
- Sur les 14 établissements répertoriés sur la commune par l'INSEE, la majorité sont des établissements opérant dans les domaines de la construction et du commerce, transports et services divers.



INSEE, REE (Sirène)

- **Un tissu économique marqué par des établissements de petite taille**

- Près de 76% de ces entreprises n'ont pas de salariés et 24% en ont moins de 10.



- La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) recense quant à elle 9 établissements.

- **...mais, néanmoins pourvoyeur d'emplois :**

- Un faible nombre de salariés, répartis entre les secteurs de la construction, de l'administration publique, de l'agriculture et du commerce, transports, et services divers.
- Auquel s'ajoutent des entrepreneurs individuels exerçant dans différents secteurs.

### 4.3 La petite industrie et l'artisanat

#### ▪ Un tissu artisanal et industriel diversifié :

- 9 entreprises artisanales sont recensées au répertoire des Métiers et de l'Artisanat 74 et constituent un tissu artisanal relativement jeune ; 44% des entreprises ont moins de 3 ans d'ancienneté.
- Composé d'entreprises exerçant dans les domaines différents : travaux de construction spécialisés, restauration et construction de bâtiments<sup>1</sup>.
- Générateur d'emplois directs et indirects à l'échelle de la commune et de la CCPC.

#### ▪ Quelle évolution pour l'activité artisanale ?

- Un projet d'ouverture d'une miellerie.
- Une réflexion à mener quant à l'opportunité de réserver un espace au sein du futur PLU, au regard des besoins et perspectives d'évolution des artisans de la commune.
- Une réflexion est à mener quant à l'amélioration du cadre de vie au travail, notamment autour de la qualité de l'armature des espaces publics et collectifs.

### 4.4 Le tourisme

#### ▪ Une activité touristique porteuse de potentiels de développement :



<sup>1</sup> Données CCI

- Présence d'une offre en hébergements touristiques marchands, composée d'une chambre d'hôtes (une seconde est en projet sur la commune).
- Une offre de loisirs « de proximité » : loisirs de plein air dans les massifs montagneux et forestiers alentours, aménagement de la zone humide (cheminement et signalétique à vocation pédagogique).
- Une fréquentation « de passage » favorisée par :
  - la proximité de sites touristiques à l'échelle intercommunale (dont le Pont de la Caille),
  - une situation géographique à l'intersection de deux sites touristiques majeurs (bassins annécien et genevois).

### 4.5 Commerces et services de proximité

#### ▪ Une offre en commerces de proximité limitée : un vendeur ambulant de produits frais présent une fois tous les 15 jours.

... qui pénalise les potentialités d'animation du chef-lieu.

#### ▪ Une offre de commerces et services disponible :

- à l'échelle intercommunale par les pôles d'Allonzier et de Cruseilles,
- pour des besoins plus spécifiques, à l'échelle des bassins de vie par les centres commerciaux d'Annecy ou du Pays Genevois,
- mais dont la distance nécessite l'usage d'un véhicule.

#### ▪ Une offre de services plus généraux est présente à travers les différentes entreprises et prestataires de services de la commune...

## 4.6 Economie : Prescriptions supra-communales

### Le DOO du SCOT du bassin annécien :

#### ▪ Prescriptions dans les zones d'activité de niveau local<sup>2</sup> :

- Autoriser l'extension ou la création d'environ 2 ha par communes, en étudiant la possibilité de mutualiser ces zones au sein de chaque EPCI.
- Privilégier le renforcement et la requalification des pôles artisanaux avant d'envisager la création de nouvelles zones.

#### ▪ Recommandations dans les zones d'activité de niveau local :

- Eviter l'activité commerciale de détail, les activités artisanales et/ou tertiaires dans ces zones (sauf entreprises sous-traitantes ou complémentaires d'une entreprise existante, ou activité de «tertiaire supérieur»).
- Permettre un accès au réseau numérique Très Haut Débit.

#### ▪ Prescriptions pour toutes les ZAE :

- Veiller à la qualité et l'attractivité des ZAE en prenant en compte notamment les critères de fonctionnalité et de qualité urbaine, d'intégration paysagère et environnementale, de performance énergétique et de raccordement au meilleur standard en TIC.
- Implanter prioritairement les activités compatibles avec l'habitat et générant peu de nuisances au sein du tissu urbain existant et à venir.
- Localiser prioritairement les activités de logistique et de stockage le long des grands axes de transport.
- Donner la priorité à la densification des zones d'activités existantes et dont le bon fonctionnement est avéré.

#### ▪ Prescriptions concernant le tourisme :

- Renforcer le tourisme de nature (aménagement pour les loisirs...).
- Développer le tourisme culturel et patrimonial, par la protection et valorisation du patrimoine bâti rural et remarquable.
- Améliorer l'accessibilité des sites, notamment par "modes doux".

#### ▪ Orientations stratégiques pour le renforcement de l'offre commerciale :

- Ne pas autoriser le développement des commerces dans les ZAE non commerciales et le long des axes routiers, dans la mesure où ils viseraient une chalandise y accédant en voiture (le DAC - Document d'Aménagement Commercial - du SCOT ne localise pas de ZACom - Zone d'Aménagement Commercial sur la commune).
- Adaptation de l'offre commerciale à l'importance de chaque centralité, avec une offre à développer et diversifier, en mixité avec l'habitat.
- Le commerce de non proximité est admis dans la mesure où il s'intègre sans nuisances dans le tissu urbain mixte des centralités urbaines.

---

<sup>2</sup> L'aménagement de ces zones relève d'une compétence communautaire.

## 4.7 Activités économiques et emplois : les enjeux

- **Le maintien et le développement des activités économiques :**
  - notamment pour la vie et l'animation de la commune,
  - par la mise en œuvre de dispositions réglementaires et d'aménagements adaptées (espaces à réserver aux activités économiques, amélioration du cadre de vie au travail, notamment autour de la qualité de l'armature des espaces publics et collectifs).
- **Le développement d'une offre commerciale et de services de proximité, en mixité avec l'habitat.**
- **Le développement de l'activité touristique et des loisirs de proximité, par :**
  - La préservation et la valorisation du patrimoine et de la qualité des paysages.
  - La poursuite du développement du maillage des cheminements piétonniers et sentiers (notamment en lien avec les aménagements de la zone humide), des activités de pleine nature et en lien avec l'activité agricole.

## 4.8 L'agriculture

### 4.8.1 L'emploi agricole :

- Les exploitations de la commune occupent une dizaine de personnes, (y compris les chefs d'exploitations et co-exploitants, conjoints non exploitant déclarés comme actif sur l'exploitation, les autres actifs familiaux et les salariés permanents hors familles) considérés comme actifs permanents<sup>3</sup>.



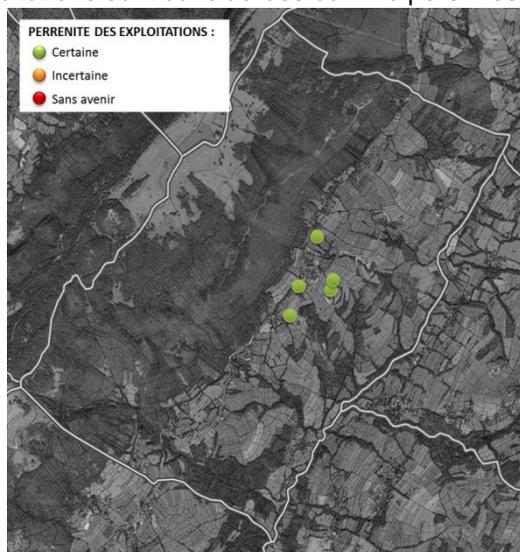
<sup>3</sup> Données RGA 2010

#### 4.8.2 Description des exploitations :

- 5 exploitations en activité.
- Statuts juridiques : exploitations individuelles, GAEC et EARL avec chef d'exploitation seul (RGA 2010).
- Absence d'exploitation classée au titre des Installation Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

#### 4.8.3 Pérennité des exploitations :

- Critères de détermination de la pérennité des exploitations :
  - d'après le critère de la pérennité sociale : la part des exploitants de + de 50 ans et des 20-40 ans pour évaluer des difficultés potentielles de renouvellement des exploitations.
- Les 5 exploitations sont considérées comme pérennes.



↳ Nécessité de protéger les outils de production (bâtiments et terrains) pour favoriser la pérennité des structures et faciliter les transmissions.

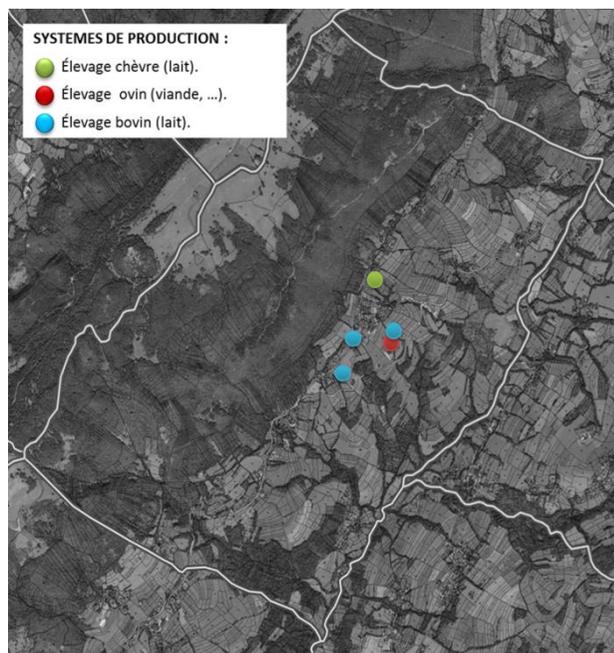
#### 4.8.4 Une évolution du cadre agricole :

Recensement agricole 2010

Synthèse des éléments du RGA 2010 :	1988	2000	2010	Taux d'évolution 1988 - 2010
<b>Exploitations agricoles</b> Ayant leur siège dans la commune	17	11	6	<b>-64,70%</b>
<b>Travail dans les exploitations agricoles</b> En unité de travail annuel	18	13	8	<b>-55,55%</b>
<b>Superficie agricole utilisée</b> En hectare	272	251	202	<b>-25,73%</b>
<b>Cheptel</b> En unité de gros bétail, tous aliments	504	295	257	<b>-49,00%</b>
<b>Superficie en terres labourables</b> En hectare	68	45	33	<b>-51,47%</b>
<b>Superficie en cultures permanentes</b> En hectare	0	0	0	<b>0%</b>
<b>Superficie toujours en herbe</b> En hectare	204	206	169	<b>-17,15%</b>

#### 4.8.5 Un système de production spécialisé :

- Les productions d'élevage : chèvre (lait), mouton (viande), vache (lait).



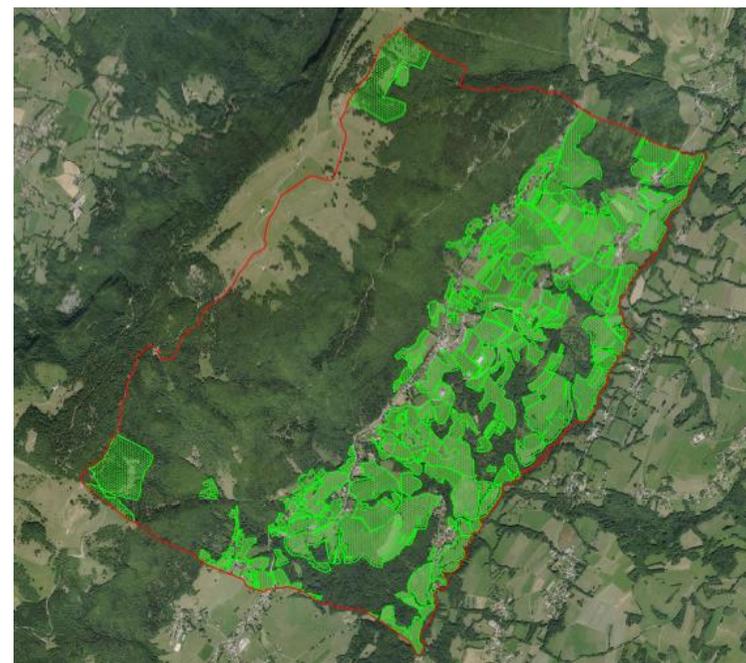
#### 4.8.6 Une valorisation des productions :

- À travers l'inscription de la commune dans des périmètres de labels, signes de qualités des produits et des terroirs :
  - AOC-AOP Abondance, IGP Comtés rhodaniens blanc, rosé et rouge, IGP emmental de Savoie et emmental français Est-central, IGP gruyère, IGP pommes et poires de Savoie, AOC-AOP Reblochon ou reblochon de Savoie, IGP Tomme de Savoie, IGP vin des Allobroges, blanc, mousseux de qualité blanc et rosé, passerillé blancs, rosé, rouge et surmûris blanc.

#### 4.8.7 Un espace sous pression...

##### ■ Les surfaces agricoles :

- 395,2 ha<sup>4</sup> exploités en 2012 par l'agriculture sur le territoire communal, soit près de 30% de la surface communale.
- Consommation de l'espace agricole entre 1991 et 2012 : 12.5 ha, soit 5.500 m<sup>2</sup> en moyenne par an<sup>5</sup>.



*Extrait du registre parcellaire graphique 2012,  
recensant les parcelles agricoles déclarées par les exploitants*

<sup>4</sup> Source : d'après données du Registre Parcelaire Graphique de 2012.

<sup>5</sup> Source : d'après données de la direction générale de finances publiques – Observatoire Départemental de la Haute-Savoie

#### 4.8.8 La circulation agricole :

- Facilité :
  - par la proximité entre les bâtiments agricoles et les parcelles exploitées,
  - par la desserte du réseau de voiries communales,

#### 4.8.9 Une maîtrise du foncier agricole exploité :

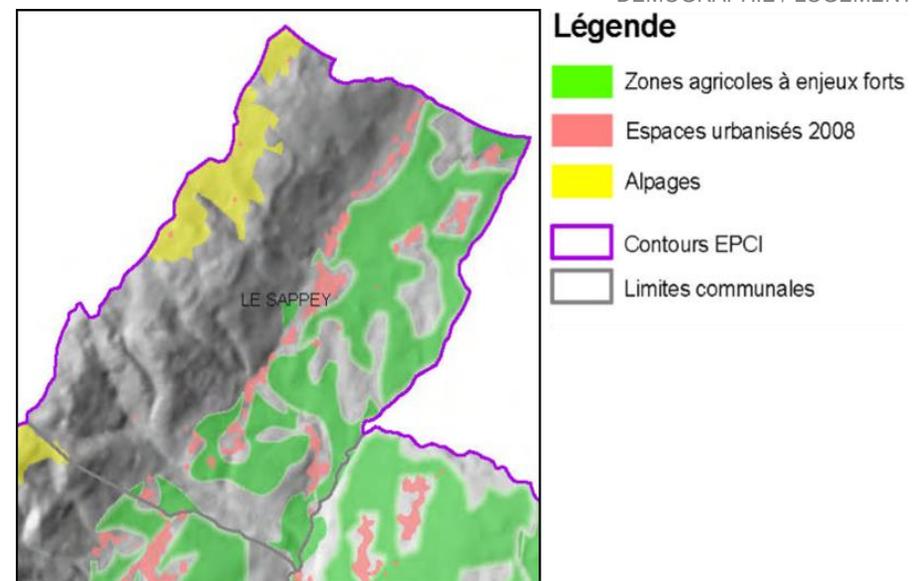
- Environ 20% des surfaces agricoles du SAPPEY est exploité par des agriculteurs des communes voisines<sup>6</sup>.
- Globalement, les surfaces agricoles de la commune sont exploitées par leurs propriétaires. La disparition de certaines exploitations impacte la part d'exploitations en pleine propriété qui a tendance à diminuer.

### 4.9 Agriculture : Prescriptions supra-communales

#### Le DOO du SCOT du bassin annécien :

Protéger par un classement en zone A, indicé "ef", les zones agricoles à enjeux forts (ces espaces sont classés en zone agricole au POS actuel).

Dans les autres espaces agricoles, un classement "Ao" (agricole ordinaire) peut être retenu, dont la vocation devra être maintenue le plus longtemps possible.



Dans les zones agricoles à enjeux forts, seuls sont autorisés :

- les aménagements à des fins professionnelles agricoles,
- les bâtiments et installations agricoles, sauf lorsque le PLU apporte des restrictions justifiées par des enjeux paysagers ou environnementaux, ou dans des conditions autres définies par le PLU,
- les équipements liés à l'assainissement collectif, à l'eau potable et aux eaux pluviales ainsi qu'aux risques naturels,
- les infrastructures de transport d'hydrocarbure, de télécommunications, de gaz, d'électricité, et des voies d'accès strictement liées à ces infrastructures,
- les liaisons douces, chemins piétonniers et cyclables,... prioritairement réalisés en empruntant les chemins ruraux existants ou en prenant appui sur les limites des îlots d'exploitation, et en concertation avec les agriculteurs présents,
- les voiries et réseaux de transports structurants à l'échelle du SCOT et s'intégrant en tout ou partie dans ces espaces en veillant à limiter l'impact sur le fonctionnement des exploitations agricoles.

<sup>6</sup> source : d'après données communales

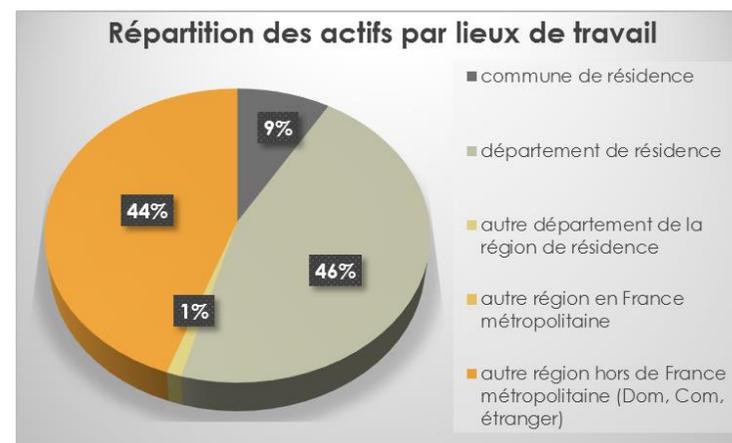
## 4.10 Agriculture : les enjeux

- **Assurer le maintien de l'activité agricole sur le territoire communal** par la protection des sièges d'exploitation et la protection des surfaces nécessaires à l'activité agricole de la commune, mais aussi à l'échelle des territoires voisins.
- **Faciliter l'accès aux sièges d'exploitation et aux parcelles exploitées** (cheminements assurant la fonctionnalité agricole).
- **Contribuer au maintien de la valorisation du sol par l'agriculture.**
- **Assurer la protection :**
  - des grands espaces agricoles homogènes et structurés, en contenant l'urbanisation au chef-lieu et dans les hameaux.
  - des sièges d'exploitations vis-à-vis de la progression de l'urbanisation, suivant la pérennité et l'importance des exploitations en place.
  - des parcelles actuellement cultivées, et situées au sein de l'urbanisation, à proximité immédiate des sièges d'exploitation, induisant ainsi une réflexion à propos de leur identification dans le zonage.
  - des circulations / cheminements agricoles à préserver ou à améliorer (gabarit).
- **Le maintien de conditions d'exercice de l'activité agricole** encore très présente sur le territoire communal, pour sa fonction économique, mais également d'entretien des espaces "ouverts" du paysage communal, et de maintien de la biodiversité.

## 5 LE FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE

### 5.1 Déplacements / mobilité

- **Les déplacements, un thème important, qui s'inscrit dans un cadre géographique large :**
  - La mobilité : un thème majeur de l'aménagement, une part de plus en plus importante dans la vie quotidienne, des impacts sur l'urbanisation, l'économie, les paysages, l'environnement...
  - Des modes de déplacements divers : individuels ou collectifs, motorisés ou "doux".
  - Qui reposent sur un réseau constitué :
    - d'infrastructures : routières, ferroviaires, voies piétonnes ou cycles,
    - d'une organisation : transports collectifs.
  - Générant des coûts de plus en plus importants pour la collectivité, dans un cadre géographique large qui implique une responsabilité collective.
- **Une organisation du bassin de vie qui génère une forte mobilité :**
  - Un déséquilibre dans la répartition des zones d'habitat et d'emploi qui implique des déplacements pendulaires, concentrés sur quelques heures par jour.
- **Une situation à proximité de grands axes de déplacement :**
  - L'autoroute "A41" (Liaison Annecy Nord Express – LIANE), un axe majeur structurant à l'échelle départementale et transfrontalière.
  - Autres axes de transit supportant :
    - un trafic local : RD15 (direction CRUSEILLES / ANNEMASSE),
    - un trafic de desserte : Route du Salève, Route du Moulin, ....
- **Une prédominance de l'usage de l'automobile pour les déplacements domicile/travail :**
  - Environ 90% des actifs ayant un emploi utilisent leur véhicule individuel pour les déplacements domicile / travail, contre seulement 5,1% les transports en commun ou la marche à pied.
  - En 2012, 81% des ménages du SAPPEY avaient au moins deux voitures (contre 72% en 2007).
  - En 2007, 7,5% des ménages n'avaient pas de voiture (soit 10 ménages), en 2012 ils ne sont plus que 6% (soit 9 ménages).
- **Des déplacements domicile-travail répartis majoritairement en direction des bassins d'emplois annécien et genevois :**
  - 17% des actifs de la commune travaillent sur la CCPC, dont 7% au SAPPEY <sup>1</sup>.
  - 45% des actifs travaillent à l'étranger (source INSEE, RP2012).



<sup>1</sup> Source : PLH, d'après INSEE recensement de la population 2008

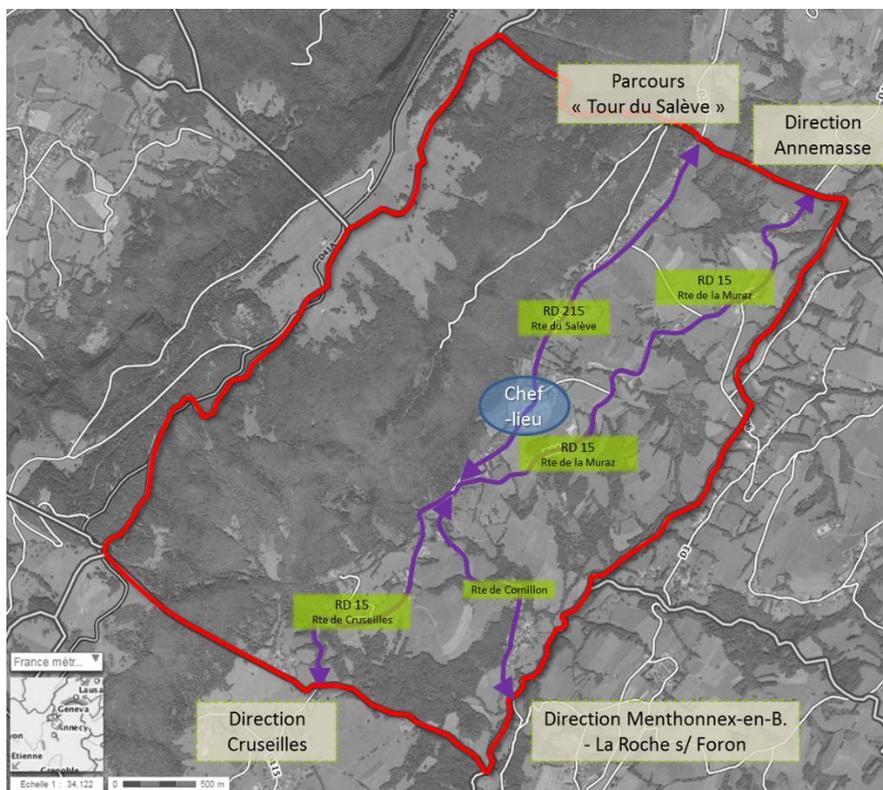
## 5.1.1 Le réseau routier et les déplacements

### ► CONCERNANT LA VOIRIE

Les cartes suivantes sont réalisées d'après les données issues du site Géoportail / [www.geoportail.gouv.fr](http://www.geoportail.gouv.fr)

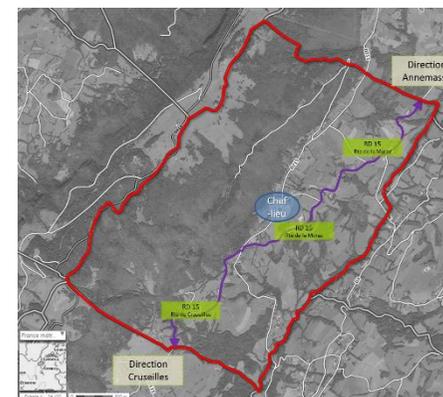
#### ■ Un réseau de voirie :

- organisé autour d'un maillage de RD structurantes à l'échelle communale (RD 15 et RD 215),
- complété par un maillage de voies communales et de chemins ruraux.



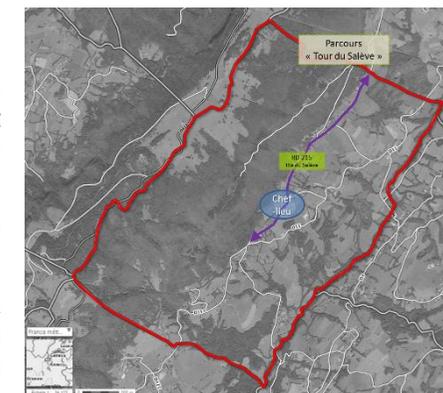
#### La RD15 – route de Cruseilles / de la Muraz :

- A l'échelle du bassin de vie :
  - voie de transit pour les déplacements en direction de Cruseilles et d'Annemasse.
- Pour le fonctionnement de la commune :
  - voie participant à l'organisation des flux sur la commune, notamment en reliant les hameaux de « Clarnant » et de « Chez Fauraz ».



#### La RD215 – route du Salève :

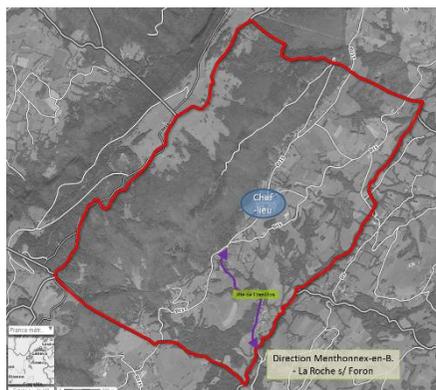
- A l'échelle du bassin de vie :
  - voie de transit pour les déplacements, notamment touristique autour du Salève.
- Pour le fonctionnement de la commune :
  - voie participant à l'organisation des flux sur la commune, en desservant le chef-lieu et reliant les hameaux de « Chez Molin » et de « Chez Dianet ».



- Elle comporte un aménagement paysager de ses abords au chef-lieu.
- Elle est aménagée en faveur d'une sécurisation de la traversée du Chef-lieu :
  - passages piétons matérialisés et signalés,
  - signalisation verticale incitant les automobilistes à ralentir à l'approche du centre du chef-lieu et de l'école.

#### La route de Cornillon :

- Pour le fonctionnement de la commune :
  - voie participant à l'organisation des flux sur la commune, en desservant le hameau de « Cornillon » et permettant la liaison avec la commune de Menthonnex-en-Bornes.

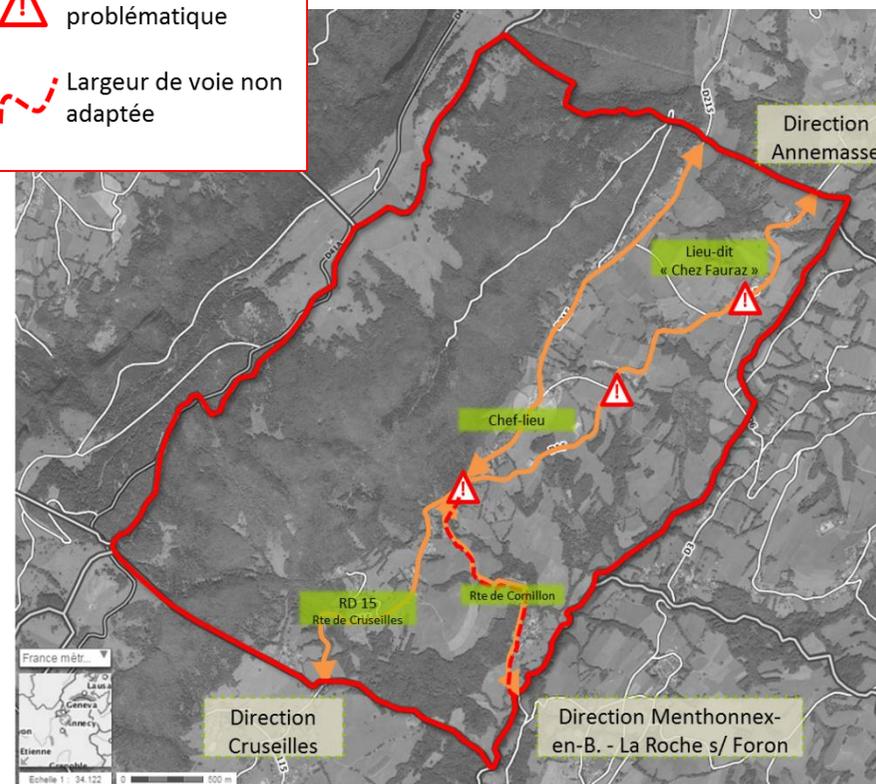


#### ► Les dysfonctionnements identifiés :

##### Les dysfonctionnements identifiés

 Intersection problématique

 Largeur de voie non adaptée

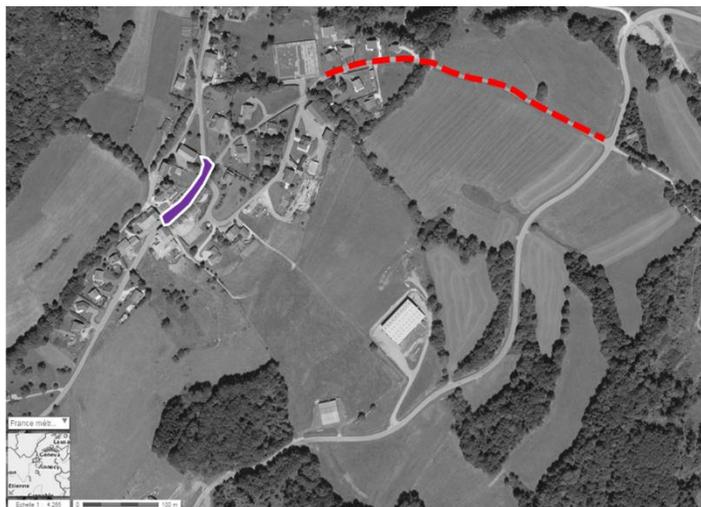


► Les projets d'aménagement (réalisés ou futurs) :

Les aménagements de voirie réalisés au chef-lieu

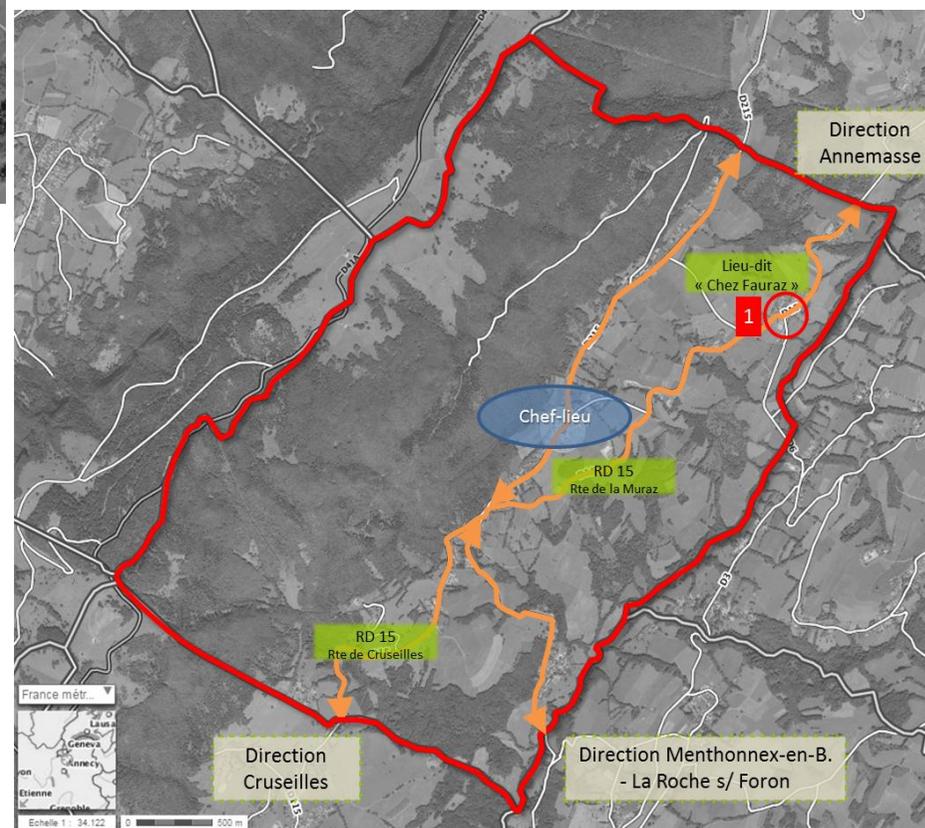
 Cheminement piéton matérialisé au sol

 Trottoirs et passages piétons matérialisés



Les projets d'aménagement

- Sécurisation de l'intersection **N° 1**



### 5.1.2 Le stationnement :

La commune compte environ 25 places publiques de stationnement, réparties comme suit au chef-lieu :



Des besoins globalement satisfaits quantitativement :

- Le stationnement a été renforcé :
  - au Chef-lieu, liés notamment à la fréquentation de l'école et de la salle polyvalente,

Une réflexion à mener sur le type de stationnement :

- Le développement du stationnement pour véhicules hybrides et électriques peut-il être envisagé, notamment dans le cadre des opérations futures ?
- Quelles situations et perspectives pour le stationnement vélo public?

### 5.1.3 Concernant la mobilité douce :

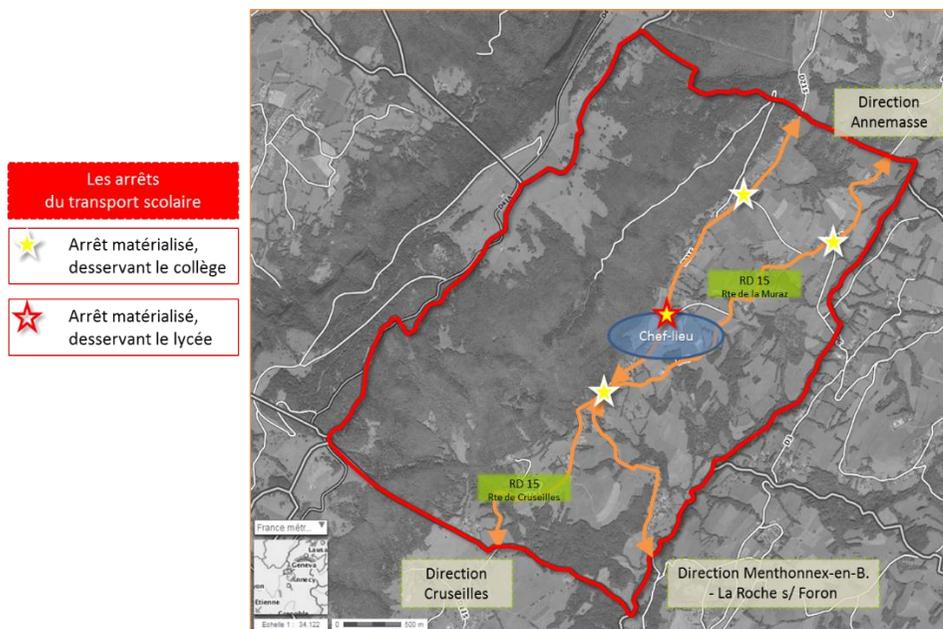
#### ► Un maillage en mobilité "douce" (piétons et cycles), à développer :

- Dans le cadre des projets de développement de l'urbanisation, qu'elle soit à vocation dominante d'habitat ou d'activité économique,
- En lien avec le maillage en mobilité douce d'agrément : sentier de promenade ou de randonnées pédestres, équestre, VTT ou cyclo.
- Pour sécuriser les modes de déplacement doux, notamment au chef-lieu, en direction de l'école et de l'espace de jeux à proximité du cimetière.

### 5.1.4 Concernant les transports collectifs :

#### ► Le transport scolaire :

- Géré par la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles.
- Desserte de l'école primaire :
  - 1 ligne aller-retour (1 matin, 1 soir ou mercredi midi) dessert l'école élémentaire,
- Desserte du collège Louis Armand à Cruseilles et du collège La Salle à Pringy :
  - 1 ligne aller-retour (1 matin, 1 soir ou mercredi midi) dessert les arrêts de la commune,
- Desserte du lycée Mme de Staël à St-Julien-En-Genevois et des lycée d'Annecy:
  - 1 ligne aller-retour dessert les l'arrêt du chef-lieu de la commune, via un changement à Cruseilles,



Néanmoins, une mobilité intermodale pourrait être développée pour les déplacements en direction d'Annecy : un arrêt de la ligne de TC reliant Annecy à Genève existe au niveau du P+R de la gare de péage de St-Martin. Bien que cette ligne soit actuellement peu attractive, du fait de son faible cadencement, une réflexion est en cours à l'échelle intercommunautaire pour le développement des liaisons TC avec les transports urbains des agglomérations annécienne et genevoise.

La présence de ce P+R permet également le co-voiturage, comme alternative aux migrations pendulaires, génératrices de déplacements individuels importants à l'échelle de la commune et du bassin de vie.

En direction de Genève, le co-voiturage, est également une alternative qui bénéficie en outre de la présence du demi-diffuseur autoroutier de la LIANE situé sur la commune de Copponex.



Source : Plan des Lignes interurbaines de Haute-Savoie

### 5.1.5 L'intermodalité :

Le SAPPEY n'est pas concernée par les lignes régulières de transports interurbaines.

Source : Plan des Lignes interurbaines de Haute-Savoie



## 5.1.6 Déplacement / mobilité : les principales prescriptions supra communales

### ► PRESCRIPTIONS NATIONALES

#### ▪ L'article L.151-5-2° du CU :

- Le PADD arrête les orientations générales concernant (...), les transports et les déplacements (...), retenues pour l'ensemble de l'EPCI ou de la commune.

#### ▪ La loi sur l'accessibilité :

- Tout aménagement sur voirie ou espace public doit permettre aux PMR de se déplacer avec la plus grande autonomie possible + Plan de mise en accessibilité à réaliser (par commune ou EPCI).

### ► PRESCRIPTIONS DEPARTEMENTALES

#### ▪ Relatives au réseau de voiries départemental :

- Accès sur les RD soumis à autorisation et limités, hors agglomération.
- Définition des limites d'agglomération avec l'ARD pour la recherche de dispositifs «à effet de porte» (pour d'une meilleure perception des séquences routières en et hors agglomération).
- Les eaux pluviales issues des aménagements autres que la voirie ne doivent pas être déversées dans le réseau propre à la voirie.
- Reculer les EBC de 10m par rapport au domaine public des RD.
- L'implantation des clôtures le long des voies publiques est soumis à l'avis du gestionnaire de la voie et ne doit pas créer de gêne, pour la circulation.
- Reculs minimum des constructions, hors agglomération de part et d'autre des RD.
  - Des dérogations peuvent être envisagées dans les secteurs d'habitat diffus présentant une certaine densité.
- Emplacements réservés (ER) : consulter le département préalablement à leurs aménagements, s'ils sont situés en bordure de RD.

#### ▪ Relatives aux sentiers du PDIPR :

- Inscrire les sentiers dans le PLU.

#### ▪ Relatives au transport public et scolaire :

- Matérialisation et signalisation des arrêts.
- Accessibilité piétonne sécurisée.
- Coordination entre aménagement urbain et développement des TC.
- Favoriser les pôles intermodaux (notamment parking + station de bus).

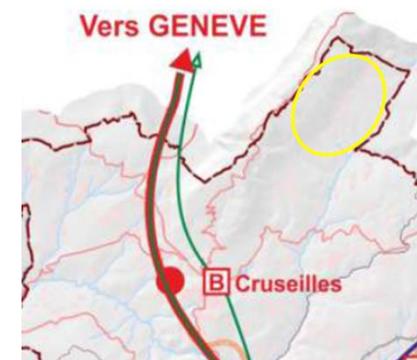
#### ▪ Relatives au stationnement des vélos :

- Prévoir des dispositions réglementaires concernant les obligations de réaliser des aires de stationnement vélos dans les immeubles d'habitation.

### ► Le DOO du SCOT du bassin annécien préconise :

#### ▪ Favoriser l'usage des "modes doux" dans une logique d'intermodalité :

- Assurer une accessibilité "modes doux" de tous les services et équipements, pour le confort et la sécurité de tous les usagers.
- Organiser un réseau d'itinéraires cyclistes lisibles et facilement identifiables sur l'ensemble du territoire, interconnectés avec les réseaux des territoires voisins.
- Mettre en place des cheminements entre le réseau structurant TC et les équipements scolaires, sportifs et culturels, les pôles d'emplois, les zones résidentielles, les pôles de loisirs et de tourisme.



Extrait du DDO, carte « Articuler les transports avec l'urbanisation »

- **Intégrer la dimension logistique dans les projets urbains :**
  - Prescrire pour tout nouveau projet significatif à caractère commercial, tertiaire, hôtelier, hospitalier l'intégration des espaces nécessaires aux livraisons et stationnements des véhicules de livraison.
- **Mise en accessibilité** de la voirie et des espaces publics dans les nouveaux aménagements (pour les PMR).
- **Préserver les vastes paysages à dominante agricole et les perceptions sur ces espaces**, en particulier depuis les principaux axes routiers.

### 5.1.7 Fonctionnement du territoire : les enjeux

- **Le réseau de voirie présent sur la commune supporte d'importants déplacements :**
  - Les déplacements de transit.
  - Ceux liés aux déplacements domicile / travail.
  - Ceux liés aux déplacements de proximité.
- **L'absence de desserte de la commune par un réseau de TC** contraint les possibilités de modification des comportements de déplacements à l'échelle locale, intercommunale et du bassin de vie (et, notamment, au sujet des échanges transfrontaliers).
  - ↳ **...À l'échelle intercommunale, une réflexion amorcée pour développer une liaison TPG / SIBRA avec un pôle d'échange à Cruseilles, permettrait de poursuivre l'accueil de la population et le développement de l'urbanisation en intégrant des solutions alternatives de mobilité plus durable.**
  - ↳ **Une réflexion à mener, à l'échelle intercommunale, et en lien avec les services départementaux, quant aux alternatives aux TC en zones rurales (plateforme de co-voiturage, transport à la demande, autostop participatif, ...).**
- En absence d'un TC performant, **un enjeu de limitation des déplacements automobiles de proximité ainsi que de leurs nuisances pour la vie locale, en renforçant la proximité et le développement des modes de déplacements "doux".**
- **Un enjeu de poursuite de l'aménagement du réseau de voiries :**
  - Pour la sécurisation du réseau, dans le sens d'un apaisement de la circulation automobile ou poids-lourds et d'un usage mieux partagé des espaces publics.
  - Pour un fonctionnement optimisé, notamment des services publics, la valorisation de l'espace public et de la relation espace public / espace privé.
- **La poursuite du développement du réseau "modes doux" :**
  - En sécurisant les liaisons entre les pôles d'attractivité : secteurs habités, services, équipements, zones d'activités (existants ou projetés), arrêts des TC scolaires.
  - En développant et assurant la pérennité des itinéraires de promenade et de randonnées.
  - Par des aménagements pour la sécurisation du réseau de voirie existant (pouvant nécessiter l'inscription d'ER)...
  - ...mais, également, à l'échelle de chaque nouvelle opération (à prévoir dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation des zones d'urbanisation future).
  - En intégrant dans le PLU, des règles pour le stationnement des vélos.

- **Le renforcement de la capacité de stationnement en accompagnement des projets de développement :**
  - En mettant en œuvre dans le PLU une politique de stationnement :
    - pouvant justifier l'inscription d'emplacements réservés,
    - par des dispositions des OAP pour les secteurs de développement : espaces de stationnement public et collectif, suffisant et partagé,
    - par des dispositions réglementaires applicables à toutes les opérations : en exigeant que chaque opération d'habitat réponde à ses propres besoins, crée du stationnement "visiteur" et vélos,
    - par une réflexion sur le développement éventuel du stationnement, pour les véhicules électriques et hybrides.
- **D'une manière générale, l'intégration de la question de la mobilité dans tous les projets de développement sur le territoire communal, notamment, en termes de :**
  - Déplacements "modes doux", accessibilité des points d'arrêt des TC, sécurité des arrêts du TS.
  - Accessibilité des PMR.
  - Accessibilité voitures et VL sécurisée et fonctionnelle.
  - Stationnement.
  - Gestion des nuisances et des paysages.

## 5.2 Les réseaux « secs »

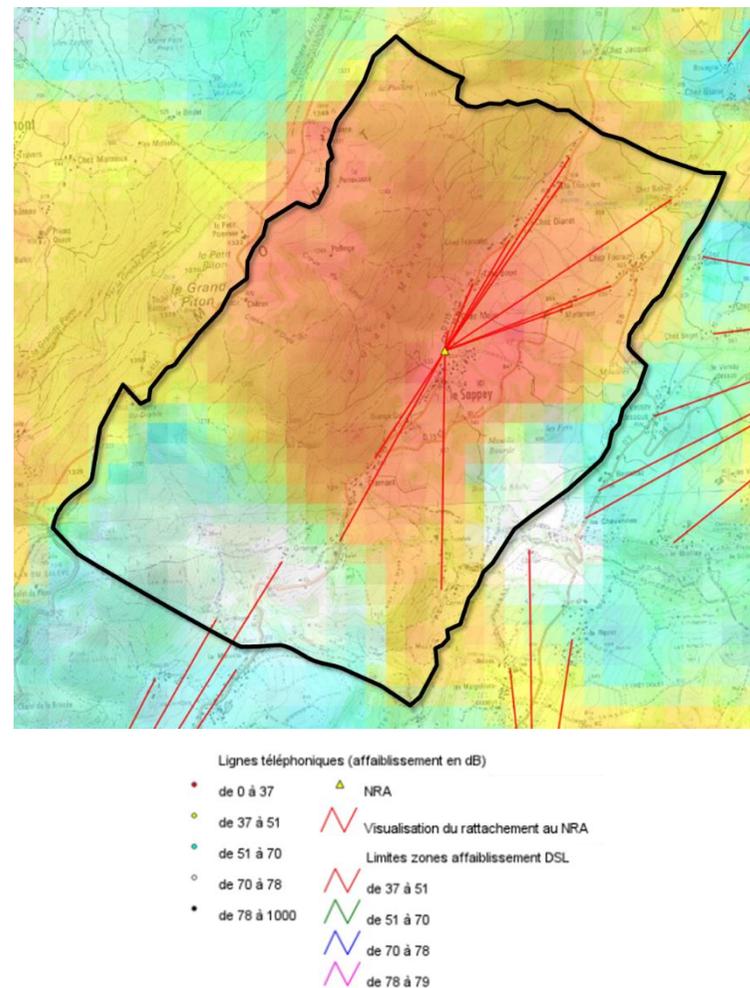
### 5.2.1 LE RESEAU ELECTRIQUE

- Depuis 2009, il revient à la charge des communes de financer la partie publique des raccordements électriques des projets de construction ou des projets de lotissements (cf. la loi de modernisation du service public d'électricité du 10 février 2000).
- En conséquence, il est nécessaire de prendre en compte cette donnée, lors de l'inscription des futures zones d'urbanisation du PLU.

### 5.2.2 LES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

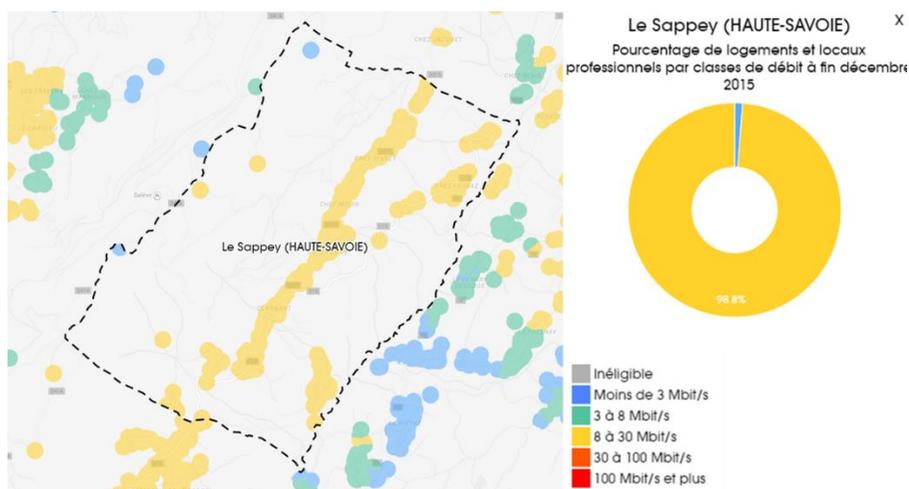
#### ▪ A titre d'information :

- La couverture numérique concerne plusieurs réseaux (fibre optique ADSL pour l'internet, câble et paraboles satellites pour la télévision, antennes relais pour la téléphonie mobile...).
- En ce qui concerne la disponibilité des technologies ADSL (dont ADSL2+), Le SAPPEY est traversée par un NRA (Nœud de Raccordement d'Abonnés), dont dépend l'éligibilité ADSL, d'une capacité totale de 200 lignes. Un opérateur regroupant plusieurs fournisseurs d'accès propose des offres ADSL non dégroupées, conditionnées à l'éligibilité technique des lignes, ainsi qu'à la distance du NRA (inférieur à 1km).



Carte publiée par l'application CARTELIE / Ministère de l'égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'écologie, du Développement durable et de l'énergie

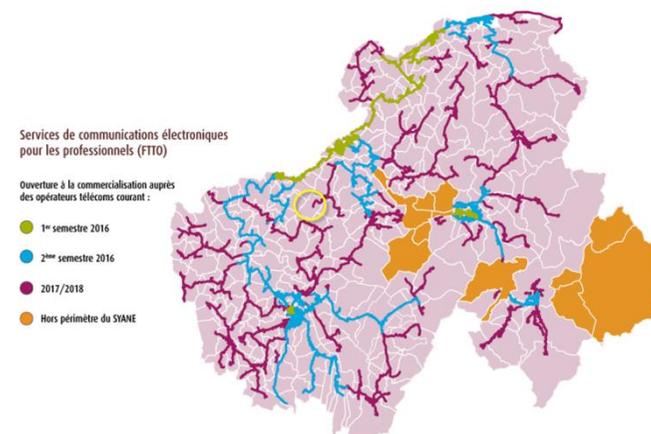
- Les secteurs résidentiels de la commune sont majoritairement éligibles au réseau haut-débit.



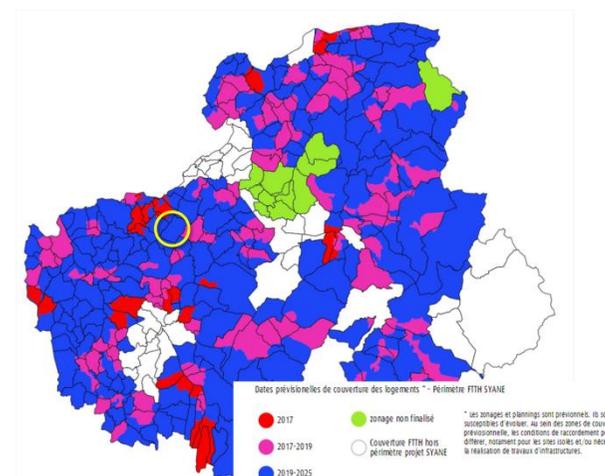
Observatoire France Très Haut Débit / [www.observatoire.francethd.fr](http://www.observatoire.francethd.fr)

- LE SAPPEY ne dispose pas encore de réseaux FTTH ou FTTLA. Cependant, il est prévu, à long terme, que le réseau de fibre optique traverse la commune.

Syane – la construction du réseau publique de fibre optique de la Haute-Savoie



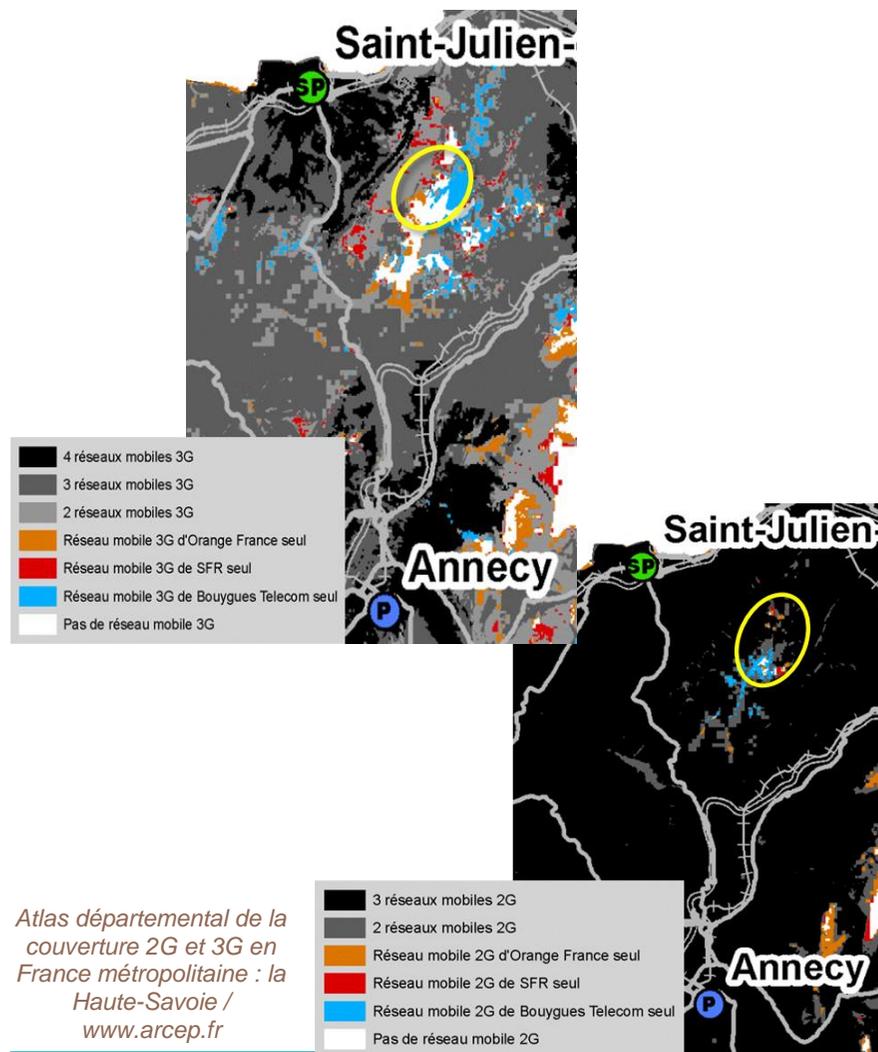
Source : <http://www.syane.fr/les-projets-du-syane/le-reseau-public-fibre-optique-du-syane/vous-etes-un-professionnel/>



Source : <http://www.syane.fr/les-projets-du-syane/le-reseau-public-fibre-optique-du-syane/vous-etes-un-particulier/#9.4/46.0350/6.4230>

LE SAPPEY est entièrement couverte par les réseaux mobiles 2G et 3G.

La commune ne dispose pas d'antennes relais. L'amélioration de la qualité de la desserte est prévue par un projet de déploiement d'une antenne sur la commune.



### 5.2.3 LES PRESCRIPTIONS SUPRA-TERRITORIALES

- **L'article L.151-5-2° du CU :**
  - Le PADD arrête les orientations générales concernant (...), le développement des communications numériques (...), retenues pour l'ensemble de l'EPCI ou de la commune.
- **Les servitudes d'utilité publique :**
  - Servitude PT1 relative aux télécommunications (centre de réception radioélectrique).
  - Servitude PT2 relative aux télécommunications (centre radioélectrique d'émission et de réception).

### 5.2.4 Les réseaux « secs » : les enjeux

- **Le renforcement de la desserte par les réseaux de communication électronique.**

## 5.3 Les équipements

### 5.3.1 Une offre limitée en équipements « de proximité » :



- Institutionnels et services publics (Mairie, ...),
- Scolaires et dédiés à la jeunesse :
  - Un regroupement pédagogique est organisé depuis la rentrée scolaire 2003 entre les communes du Sappey et de Vovray-en-Bornes : les élèves de grande section de maternelle, ainsi que ceux de CP et CE1 sont accueillis au Sappey, ceux de CE2, CM1 et CM2 à Vovray-en-Bornes. Les élèves de Petite Section et de Moyenne Section de maternelle sont accueillis à Cruseilles.
  - A noter qu'à compter de la rentrée scolaire 2016-2017, deux classes au Sappey accueillent les élèves de maternelle, ainsi que ceux de CP, CE1 et CE2. Par ailleurs, il est prévu à terme la réalisation d'un groupe scolaire accueillant l'ensemble des élèves du Sappey et de Vovray en Bornes sur la commune de Vovray.
  - Un service de restauration scolaire et de garderie périscolaire est proposé sur les 2 écoles par l'Association des Parents d'Elèves (APE) "Tartiflous".
  - Un accueil au Centre de loisirs des Bornes (mercredi après-midi et vacances scolaires) est proposé aux enfants de la commune (géré

par l'association "Graines de Favies" sur la commune de Villy-le-Bouveret).

- Les élèves de la commune dépendent du collège Louis Armand à Cruseilles et du lycée Mme de Staël à St-Julien-en-Genevois.

- Culturels :
  - salle polyvalente, bibliothèque communale...
- Sportifs et de loisirs : aire de jeux pour enfants, agorespace, chemins de randonnée...



- Animations et manifestations de la commune contribuant aux loisirs de proximité : fête du village, repas des anciens...
- Une vie associative qui participe au dynamisme communal (associations sportives, culturelle, à vocation sociale...) et bénéficie de prêts de locaux communaux : Animation du village, ACCA (Chasse), APE du regroupement pédagogique Vovray-en-Bornes / Le Sappey : les Tartiflous, Lectures et Loisirs

### 5.3.2 Une offre intercommunautaire complémentaire, dont les habitants du SAPPEY peuvent bénéficier :

- Sportifs et de loisirs : terrains de foot, Centre Nautique de l'espace des Dronières.
- Culturels : Ecole de Musique, Bibliothèque intercommunale.
- Scolaires et dédiés à la jeunesse :
  - Maison de la Petite Enfance Brin de Malice (structure multi-accueil et relai d'assistantes maternelles),
  - Equipements et établissements scolaires.

### 5.3.3 Equipements : les enjeux

- **Des besoins en équipements et services publics à anticiper :**
  - Au regard de l'évolution démographique et urbaine, récente et projetée, (projet de construction d'une école commune avec Vovray-en-Bornes, agrandissement de la mairie, réalisation d'un local technique avec appartement, ...).
  - Au regard des attentes d'une population plus diverse et aux aspirations plus urbaines ou périurbaines...
- **Des équipements existants à optimiser autant que possible (usage / réhabilitation / extension).**
- **Des équipements et espaces publics futurs (éventuels), à localiser « au plus près » de la population, dans l'optique :**
  - De leur accessibilité aisée par les modes « doux » (notamment pour les personnes à mobilité réduite, ou non motorisées), pour limiter les déplacements automobiles de proximité,
  - D'un confortement du chef-lieu.